

● ALGÉRIE-SÉNÉGAL

Vers un partenariat
renforcé dans
l'énergie

(P3)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● LE CRÉPUSCULE DU GENDARME

Comment l'été 2026 a scellé le déclin de l'hyperpuissance américaine

(Pages 8 et 9)

DEMANDES D'IMPORTATIONS DÉPOSÉES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

1013 dossiers suspects détectés par l'IA

Dans le cadre de l'assainissement du dispositif d'importation et de la moralisation des pratiques commerciales, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a détecté, via sa plateforme numérique de dépôt des programmes prévisionnels d'importation de matières premières et d'équipements, un nombre important de dossiers présentant des anomalies et des irrégularités. Grâce aux mécanismes d'analyse et de recoupement automatisés des données, renforcés par des techniques d'intelligence artificielle, les services du ministère ont mis au jour des cas de fraude documentaire impliquant 1013 opérateurs économiques.

(Lire en Page 4)



● AAPI

L'Agence accélère l'octroi du foncier économique pour booster l'investissement

(P3)

● PALESTINE OCCUPÉE

Deux martyrs sous les bombardements et les tirs de l'occupation dans la bande de Gaza

(P12)

France : canicule et sécheresse devraient coûter 0,1 point de PIB en 2026



Les épisodes de canicule et la sécheresse devraient coûter 0,1 point de produit intérieur brut à l'économie française en 2026, principalement en raison de leurs conséquences sur l'agriculture, a estimé mercredi le ministère de l'Économie.

Concrètement, la croissance française aurait été supérieure de 0,1 point en l'absence de ces événements climatiques. Cette estimation a été présentée par la Direction générale du Trésor devant la mission parlementaire consacrée au coût de la canicule, présidée par le député Éric Coquerel.

La production agricole française devrait diminuer de 8 % par rapport à 2025. Ce recul représenterait environ la moitié de celui observé lors de la canicule de 2003, quand la valeur ajoutée du secteur agricole avait chuté d'environ 15 %.

Le maïs figure parmi les cultures les plus touchées, avec une production attendue en baisse de 35 % sur un an. Dans les prairies, la pousse cumulée de l'herbe était inférieure d'un tiers à la normale au 10 août. Cette situation réduit les quantités de fourrage disponibles pour nourrir les animaux et risque d'augmenter les charges des éleveurs. Les agriculteurs subissent également les conséquences du conflit au Moyen-Orient. La hausse du prix du gaz renchérit la fabrication des engrais azotés, tandis que les perturbations du commerce international compliquent leur approvisionnement. Les fortes chaleurs ont aussi affecté d'autres secteurs de manière localisée. Leur influence sur l'ensemble de l'économie devrait cependant rester plus limitée, estime Bercy.

« Les données conjoncturelles disponibles ne font pas apparaître, à ce stade, de décrochage généralisé de l'activité », a précisé le ministère.

La ministre de la Transition écologique, Monique Barbut, avait évalué mi-août les coûts directs et indirects des canicules de l'été entre 10 et 15 milliards d'euros. Cette estimation plus large comprend notamment leurs conséquences sanitaires, économiques et matérielles.

L'impact climatique intervient dans une économie française déjà fragilisée. Le PIB a reculé de 0,2 % au premier trimestre avant de rester stable au deuxième, d'après les résultats détaillés publiés vendredi par l'Insee. L'Institut avait initialement estimé la croissance du deuxième trimestre à 0,2 %. Cette révision à la baisse s'explique notamment par une production agricole plus dégradée qu'anticipé.

Le ministre de l'Économie, Roland Lescure, avait présenté ces données comme « le premier impact concret de l'été horrible » traversé par la France, évoquant des récoltes « extrêmement difficiles » dans plusieurs secteurs et régions.

Soudan : le PAM condamne la destruction par frappe aérienne de deux camions chargés d'aide alimentaire

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a condamné, mercredi, l'attaque aérienne ayant ciblé et détruit deux camions chargés d'aide alimentaire. « Deux camions chargés d'aide alimentaire destinés à des familles affamées de l'État du Kordofan du Sud, au Soudan, ont été détruits lors d'une attaque aérienne au cours du week-end », a déclaré mercredi le Programme alimentaire mondial (PAM).

L'agence onusienne a précisé que les deux camions détruits « transportaient 50 tonnes métriques de vivres du PAM, notamment des céréales, des pois cassés jaunes, de l'huile végétale et du sel, soit suffisamment pour fournir une aide vitale à 5 800 personnes pendant un mois ».

Le PAM ajoute que les deux camions visés par une frappe aérienne « se dirigeaient vers Kadugli, où le PAM soutient près de 58 000 personnes confrontées à une insécurité alimentaire d'urgence, voire pire, et étaient clairement identifiés par ses banderoles et ses drapeaux ».

Selon l'agence onusienne, « cette attaque était le dernier exemple en date de l'environnement opérationnel complexe auquel il est confronté, ainsi que d'autres agences humanitaires au Soudan ».

Depuis janvier, le PAM a enregistré huit attaques aériennes qui ont endommagé ses locaux et perturbé ses opérations.

« Les attaques contre les travailleurs humanitaires et les opérations humanitaires sont inacceptables et doivent cesser », a déclaré le PAM, exhortant toutes les parties à respecter le droit international humanitaire en protégeant les civils, les travailleurs humanitaires et les biens humanitaires.

Moyen-Orient : Xi appelle à une nouvelle architecture de sécurité et à ne pas marginaliser la Palestine

Le président chinois Xi Jinping a soutenu mercredi les pays du Moyen-Orient dans la construction d'une nouvelle architecture de sécurité et déclaré que la question palestinienne ne devait pas être marginalisée. Xi s'est exprimé lors d'un entretien au sommet avec le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi au Caire, a rapporté l'agence de presse officielle chinoise Xinhua. « La Chine soutient les pays de la région dans la construction d'une nouvelle architecture de sécurité pour le Moyen-Orient », a déclaré Xi, rejetant toute ingérence extérieure dans la région. « Les peuples du Moyen-Orient doivent rester maîtres de leurs propres affaires et toute ingérence extérieure doit être rejetée », a-t-il affirmé, appelant la Chine et l'Égypte à « s'opposer conjointement à l'unilatéralisme et aux pratiques d'intimidation ».



Xi a appelé à une « solution globale pour une sécurité commune » dans la région et déclaré que la question palestinienne « reste au cœur de la problématique du Moyen-Orient et ne doit jamais être négligée ou marginalisée ». Il a également appelé à soutenir le « rôle effectif » des Nations unies dans la région et demandé aux puissances extérieures d'abandonner leur politique de « deux poids, deux mesures » au Moyen-Orient. Alors que les tensions dans le détroit d'Ormuz se poursuivent en raison de la guerre entre les États-Unis et l'Iran, Xi a déclaré que la Chine était « prête à travailler » avec les pays du Moyen-Orient afin de « préserver la sécurité des voies maritimes internationales ».

Xi est arrivé mardi au Caire pour une visite d'État de deux jours, la première du président chinois en Égypte depuis dix ans. Le président chinois et Sissi ont discuté du renforcement de la coopération bilatérale et des développements régionaux lors de leur entretien au palais Al-Ittihadia, au Caire.

Xi a appelé la Chine et l'Égypte à « créer de nouveaux axes de coopération dans les domaines de l'énergie verte, des véhicules électriques, de l'aérospatiale, de l'économie numérique et des technologies agricoles modernes ».

L'Égypte est devenue en 1956 le premier pays arabe et africain à établir des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine.

Les deux pays ont établi un partenariat stratégique en 1999, avant d'élever leurs relations au rang de partenariat stratégique global en décembre 2014.

Pays-Bas : 86 tonnes d'or transférées vers Londres sur fond de tensions géopolitiques

La banque centrale néerlandaise (DNB) a annoncé mercredi avoir transféré 86 tonnes d'or des États-Unis et du Canada vers Londres, invoquant « l'instabilité géopolitique croissante ».

L'institution estime que l'or peut être négocié plus facilement depuis Londres que depuis New York ou Ottawa, ce qui lui permettrait de mobiliser plus rapidement ses réserves en cas de crise. « Nous partons du principe que nous n'aurons jamais à y recourir, mais il est néanmoins nécessaire de renforcer notre résilience et notre préparation », a déclaré le président de la DNB, Olaf Sleijpen. Les Pays-Bas disposent de 612,4 tonnes d'or, évaluées à 72,2 milliards d'euros fin 2025. Après l'opération, 32,1 % de ces réserves sont conservées à Londres, 30,8 % aux Pays-Bas, 18,5 % aux États-Unis et 18,5 % au Canada.

Le transfert a combiné des opérations d'achat et de vente avec le transport physique de plus de 27 tonnes d'or des États-Unis et du Canada vers les Pays-Bas, puis de Zeist vers Londres. -La France a remplacé 129 tonnes d'or stockées à New York Entre juillet 2025 et janvier 2026, la Banque de France avait également réduit ses stocks d'or aux États-Unis en retirant l'équivalent de 129 tonnes conservées à New York, soit environ 5 % de ses réserves.

Les lingots n'avaient pas été transportés physiquement en France. Ils avaient été vendus aux États-Unis, puis remplacés par une quantité équivalente d'or acheté en Europe et désormais stocké à Paris.

Le volume des réserves françaises est ainsi resté inchangé, à environ 2 437 tonnes. Présentée comme une opération technique destinée à rendre l'or plus facilement négociable, cette réorganisation avait également permis à la Banque de France d'enregistrer une plus-value comptable de 12,8 milliards d'euros.

Guinée-Bissau : la nouvelle constitution adoptée avec 70% des suffrages pour le "Oui"

La nouvelle constitution de la république de Guinée-Bissau soumise au référendum a été approuvée avec 70 % des suffrages exprimés, selon les résultats provisoires annoncés mardi par la commission nationale électorale (CNE). D'après les données compilées par la Cne, le « Oui » a obtenu 383 116 voix contre 160 954 voix pour le « Non » sur les 572 712 votants. Le nombre total d'inscrits sur les listes est de 914 428 électeurs inscrits. La participation s'est ainsi chiffrée à un taux de 63 % pour le référendum organisé le 30 août.

La Cne a fait savoir qu'aucune contestation n'a été enregistrée et que les résultats définitifs étaient attendus dans quelques jours de la cour suprême.

L'adoption de la réforme ouvre la voie à une importante reconfiguration de la nature du système politique guinéen.

Le pays va en effet passer d'un système semi-parlementaire en cours depuis l'indépendance à un système présidentiel fort. Le parlement va passer aussi de 102 à 65 membres dans cette nouvelle configuration qui donne désormais la prérogative au président de la République de nommer ou révoquer le Premier ministre et les membres du gouvernement. Des partis politiques à l'image du Paigc dirigé par Domingo Simoes Pereira et des organisations de la société civile ont contesté la légitimité du référendum, appelant à un boycott.

Pays en proie à une instabilité chronique depuis son indépendance en 1974, la Guinée-Bissau est dirigée par une junte militaire qui a pris le pouvoir en novembre 2025 à la suite d'un coup d'État contre Umaro Sissoco Embaló intervenu à la veille de la proclamation des résultats de la présidentielle et des législatives.

Le gouvernement de transition dirigé par le général Horta N'Tam, un proche d'Embaló, s'est engagé à organiser une élection présidentielle le 6 décembre 2026 pour un scrutin qui devra porter à la tête de l'État le premier président du pays à gouverner sous ce nouveau système présidentiel approuvé par le référendum.

AAPI

L'Agence accélère l'octroi du foncier économique pour booster l'investissement

Dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'investissement, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, AAPI, poursuit la dynamique de facilitation de l'accès au foncier économique. Lever l'un des principaux freins à l'investissement et permettre aux porteurs de projets de passer rapidement de l'idée à la réalisation.

Cette semaine, l'Agence a procédé à la remise de plusieurs contrats de concession sur des assiettes foncières économiques au profit d'investisseurs activant dans les secteurs stratégiques des industries agroalimentaires et des services numériques. Deux wilayas sont concernées : Bordj Bou-Argeridj et Blida, a fait savoir l'agence dans un communiqué posté sur sa page Facebook hier.

RENFORCER LE PÔLE AGROALIMENTAIRE À BORDJ BOU-ARRERIDJ

Au niveau de la zone industrielle de Mechta Fatima, dans la wilaya de Bordj Bou-Argeridj, l'AAPI a remis trois contrats de concession pour la

réalisation de projets industriels. Le premier projet porte sur la réalisation d'une chambre froide par la société "SARL Line Tex Groupe". Le second concerne la création d'une fromagerie par la société "SARL Bichari Leader Cheese". Le troisième projet, porté par "SARL Southern Cacao Company", vise la création d'une usine de production de chocolat. Ce dernier projet est particulièrement symbolique car il est porté par un investisseur issu de la communauté nationale établie à l'étranger. Ces trois projets s'inscrivent pleinement dans la stratégie de développement du secteur des industries agroalimentaires. Ils permettront de diversifier l'offre locale, de réduire la facture d'importation et de valoriser la production agricole de la région. Sur le plan socio-économique, l'impact est significatif. Il est prévu que ces investissements génèrent plus de 981 postes d'emploi directs. Au-delà du chiffre, ces projets vont contribuer à densifier le tissu industriel local, à créer de la sous-traitance et à ancrer davantage Bordj Bou-Argeridj comme un pôle agroalimentaire important à l'échelle nationale.

UN PAS VERS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE À BLIDA

Dans la wilaya de Blida, l'AAPI a remis un contrat de concession pour un terrain économique à la société à responsabilité limitée "Diyar Dzair pour le commerce électronique et l'innovation". Le projet consiste en la réalisation d'un centre de données, un "Datacenter", au niveau de la commune de Larbaâ.

Ce type d'investissement est au cœur des priorités nationales. Avec



la généralisation de la numérisation de l'administration et du commerce, le besoin en infrastructures de stockage et de traitement de données explose. La réalisation de ce Datacenter va permettre de renforcer les structures et les services numériques dans la wilaya de Blida et de répondre à une demande croissante des entreprises et des start-up. Le projet devrait également générer 340 postes d'emploi directs, qualifiés pour la plupart, dans les métiers du numérique, de la cybersécurité et de la maintenance des infrastructures.

LE FONCIER, LEVIER DE CONCRÉTISATION DES PROJETS

La remise de ces contrats illustre la nouvelle approche de l'AAPI. Fini les longues attentes et la bureaucratie. L'Agence, à travers la plate-

forme numérique, assure désormais un traitement plus rapide des dossiers et un accompagnement des investisseurs jusqu'à la mise en service de leurs projets. En octroyant du foncier économique de manière transparente et ciblée, l'AAPI donne un signal fort : l'Algérie ouvre ses portes aux investissements productifs et créateurs de richesse. Le choix des secteurs n'est pas anodin. L'agroalimentaire répond à un impératif de sécurité alimentaire et de substitution aux importations. Le

numérique répond, lui, à l'impératif de modernisation de l'économie et de création d'emplois pour la jeunesse. Avec plus de 1300 emplois directs attendus rien que sur ces quatre projets, l'Agence confirme son rôle central dans la relance de l'investissement. L'enjeu pour les prochains mois sera de veiller au respect des délais de réalisation et d'assurer le suivi de ces projets pour qu'ils deviennent rapidement une réalité sur le terrain et contribuent à la croissance économique du pays.

Hamza B.

ALGÉRIE-SÉNÉGAL

Vers un partenariat renforcé dans l'énergie

Adjal et Diouf actent le renforcement de la coopération énergétique, avec un memorandum Sonelgaz-Senelec et un accord intergouvernemental à venir.

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, s'est entretenu hier par visioconférence avec son homologue sénégalais, El Hadji Abdourahmane Diouf, sur le renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie, de l'électricité et des énergies renouvelables. Les discussions ont porté notamment sur l'échange d'expertises, la

formation, le transfert de technologies et la réalisation de projets énergétiques concrets, ainsi que sur le renforcement de la coopération entre les entreprises des deux pays. L'Algérie a réaffirmé sa disponibilité à partager son expérience et à accompagner le Sénégal dans ses projets énergétiques. De son côté, le ministre sénégalais a exprimé la volonté de son pays de développer le partenariat avec l'Algérie et de bénéficier de son expertise.

Les deux parties sont convenues de tenir, début octobre en Algérie, une rencontre pour signer un memorandum de coopération entre Sonelgaz

et Senelec, la société sénégalaise d'électricité.

Un accord intergouvernemental doit également être signé le 3 décembre prochain au Sénégal afin de renforcer le cadre de coopération entre les deux pays dans les secteurs de l'énergie et des énergies renouvelables.

Ces deux échéances devraient donner un nouvel élan au partenariat énergétique algéro-sénégalais et contribuer à renforcer la coopération énergétique africaine.

R.N.

INCENDIES

33 foyers enregistrés et totalement maîtrisés en 24 heures

La Direction générale de la Protection civile (DGPC) a annoncé ce mercredi que 33 incendies touchant le couvert végétal, les cultures agricoles, les oasis de palmiers et les ceintures de paille ont été enregistrés entre le 1er et le 2 septembre, jusqu'à 7 heures du matin. Selon le bilan communiqué par la DGPC, la totalité des 33

incendies a été entièrement éteinte, tandis qu'aucun incendie n'était encore en cours à l'heure de l'établissement du bilan. La situation a ainsi été totalement maîtrisée, avec zéro foyer actif signalé. La DGPC précise également qu'aucune répartition géographique de feux en cours n'a été enregistrée, puisque le nombre d'incendies actifs est nul. Le

communiqué souligne par ailleurs qu'aucun incendie important ou majeur n'a été signalé durant cette période. Ce bilan témoigne de la mobilisation et de la vigilance des équipes de la Protection civile, intervenues pour maîtriser rapidement les différents foyers déclarés et éviter leur propagation.

R. N.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

L'or recule à son plus bas niveau, l'argent au comptant a progressé de 0,1 %

Le prix de l'or a reculé, hier, à son plus bas niveau depuis plus de trois semaines, au moment où les investisseurs attendent les chiffres de l'emploi américain. L'or au comptant a baissé de 0,6 % à 4.304,01 dollars l'once, son niveau le plus bas depuis le 7 août, s'achevant vers une quatrième séance consécutive de pertes. Il est également resté sous sa moyenne mobile à 200 jours, un seuil technique suivi de très près. Les contrats à terme américains sur l'or pour livraison en décembre ont chuté de 1 % à 4.350,80 dollars l'once. Concernant les autres métaux précieux, l'argent au comptant a reculé de 1 % à 63,60 dollars l'once, le platine a baissé de 1 % à 1 722,23 dollars, tandis que le palladium a chuté de 1,4 % à 1.292,21 dollars.

Les cours de l'or ont chuté mercredi à leur plus bas niveau depuis plus de trois semaines, sous la pression d'un dollar fort, alors que les échanges de tirs les plus intenses entre les États-Unis et l'Iran depuis juillet menacent d'alimenter l'inflation mondiale.

L'or au comptant était quasi inchangé à 4 330,79 dollars l'once à 11h55 GMT, après avoir touché son plus bas niveau depuis le 7 août. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre ont reculé de 0,4 % à 4 377,90 dollars. « L'incertitude géopolitique persistante pousse les prix du pétrole à la hausse, entretenant les risques inflationnistes et la pression sur la Réserve fédérale pour qu'elle relève ses taux, ce qui renforce le dollar et accentue les vents contraires pour l'or », a déclaré Nikos Tzabouras, analyste de marché senior chez Tradu.com, propriété de Jefferies. « Le métal précieux est pris dans un bras de fer structurel entre un ajustement agressif des anticipations concernant la Réserve fédérale et les tendances à la dépréciation monétaire, ce qui alimente une volatilité continue », a-t-il ajouté. Les États-Unis et l'Iran se retrouvent sur le pied de guerre après l'échange de tirs le plus important depuis des semaines, Washington menaçant de frappes encore plus dévastatrices, ce qui a propulsé les prix du pétrole à leur plus haut niveau depuis environ un mois [O/R]. Les inquiétudes concernant l'impact économique du choc énergétique ont poussé les investisseurs vers le dollar américain, le hissant à un sommet de deux semaines [USD/]. Un billet vert plus fort renforce le coût du lingot libellé en dollars pour les acheteurs détenant d'autres devises. Le gouverneur de la Réserve fédérale (Fed), Michael Barr, a déclaré mardi qu'il serait temps pour la banque centrale de relever les taux d'intérêt si l'inflation ne ralentissait pas rapidement, faisant écho aux commentaires de la semaine dernière du président de la Fed, Kevin Warsh.

Les traders intègrent désormais une probabilité de 68 % d'une hausse des taux d'intérêt lors de la réunion de politique monétaire de la banque centrale ce mois-ci, selon l'outil CME FedWatch.

Bien que l'or soit traditionnellement considéré comme une couverture contre l'inflation, la hausse des taux d'intérêt tend à réduire l'attrait de ce métal non productif de rendement pour les investisseurs.

Les dernières données sur la santé de l'économie américaine seront publiées avec le rapport ADP sur l'emploi mercredi et les données sur les créations d'emplois non agricoles (NFP) vendredi.

L'argent au comptant a progressé de 0,1 % à 64,35 dollars l'once, tandis que le platine a perdu 0,4 % à 1 734,06 dollars et que le palladium a gagné 0,6 % à 1 319,12 dollars.

R. N.

DEMANDES D'IMPORTATIONS DÉPOSÉES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

1013 dossiers suspects détectés par l'IA

Dans le cadre de l'assainissement du dispositif d'importation et de la moralisation des pratiques commerciales, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a détecté, via sa plateforme numérique de dépôt des programmes prévisionnels d'importation de matières premières et d'équipements, un nombre important de dossiers présentant des anomalies et des irrégularités.



Grâce aux mécanismes d'analyse et de recoupement automatisés des données, renforcés par des techniques d'intelligence artificielle, les services du ministère ont mis au jour des cas de fraude documentaire impliquant 1013 opérateurs économiques. Une opération qui marque une nouvelle étape dans la numérisation et la sécurisation des procédures d'importation. Le ministère a expliqué que l'analyse automatisée des fichiers déposés sur la plateforme dédiée a permis de relever des "coïncidences frappantes" entre les documents officiels censés être spécifiques à chaque opérateur.

Au total, plusieurs types d'anomalies ont été identifiés. 278 opérateurs économiques ont déposé exactement la même attestation de déclaration des travailleurs auprès de la CNAS. 277 autres ont présenté la même attestation de déclaration auprès de la CASNOS. Autre cas : 240 opérateurs ont soumis le même extrait de rôle fiscal. Les irrégularités ne s'arrêtent pas là. 60 opérateurs ont déposé le même bilan comptable. 56 ont utilisé le même Numéro d'Identification Fiscale, le NIF. 38 ont fourni la même liste de matières et produits éligibles aux avantages

délivrée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement. 25 opérateurs ont déposé la même attestation d'enregistrement auprès de l'AAPI et 25 autres le même Relevé d'Identité Bancaire, RIB. Enfin, 14 opérateurs ont présenté les mêmes documents relatifs au programme complémentaire de l'entreprise.

Pour le ministère, « l'utilisation par plusieurs opérateurs de documents officiels et de données qui sont censés être propres à chacun constitue une situation anormale qui nécessite une vérification approfondie », a clarifié le ministère dans communiqué rendu public hier.

CONVOCATION ET VÉRIFICATION DES ORIGINAUX

Face à ces constats, les services compétents du ministère vont convoquer l'ensemble des opérateurs économiques concernés. L'objectif est de leur demander de présenter les documents originaux et les pièces justificatives nécessaires. Cette étape vise trois choses. D'abord vérifier l'authenticité des documents et leur conformité avec les versions officielles délivrées par les organismes compétents comme la CNAS, la CASNOS, l'adminis-

tration fiscale ou l'AAPI. Ensuite, déterminer la source de ces documents. Enfin, comprendre les circonstances de leur utilisation et identifier d'éventuels réseaux de falsification ou de revente de pièces administratives. Cette démarche s'inscrit dans la volonté du ministère d'appliquer une tolérance zéro face aux tentatives de contournement des règles. Elle vise aussi à protéger les opérateurs sérieux qui respectent la réglementation et qui se retrouvent pénalisés par des pratiques déloyales.

DES SANCTIONS PRÉVUES POUR LES CONTREVENANTS

Le ministère a été clair : des mesures légales seront prises à l'encontre de tous les cas où une infraction sera établie. Les sanctions seront appliquées conformément aux lois et à la réglementation en vigueur.

Si la nature exacte des poursuites n'a pas été détaillée dans le communiqué, on peut s'attendre à des rejets de dossiers d'importation, des suspensions d'agrément et des saisines de la justice pour faux et usage de faux. L'enjeu est d'envoyer un signal fort au marché : la plateforme numérique n'est pas un simple guichet de dépôt, c'est un outil de contrôle.

VERS UNE IMPORTATION PLUS TRANSPARENTE ET PLUS RATIONNELLE

Cette opération intervient dans un contexte où l'Algérie cherche à rationaliser sa facture d'importation et à orienter les devises vers les besoins réels de l'économie nationale.

Depuis plusieurs années, le gouvernement a mis en place le système des programmes prévisionnels d'importation. Chaque opérateur doit déclarer en amont les volumes et les produits qu'il compte importer, avec pièces justificatives à l'appui.

La numérisation de cette procédure avait déjà pour but de gagner en transparence et en rapidité.

Avec l'intégration de l'intelligence artificielle, le ministère franchit un cap. L'IA permet de détecter en quelques minutes des doublons et des incohérences qui auraient pris des semaines à être identifiés manuellement. C'est une avancée majeure dans la lutte contre la fraude. Elle permet de cibler précisément les dossiers à risque sans bloquer l'ensemble des opérateurs. Elle donne aussi au ministère une meilleure visibilité sur les filières, les besoins réels du marché et les comportements suspects.

PROTÉGER L'ÉCONOMIE NATIONALE

Derrière ces contrôles, il y a une volonté politique pour protéger l'économie nationale. Les fausses déclarations, les bilans dupliqués ou les NIF partagés servent souvent à gonfler artificiellement des capacités d'importation, à détourner des quotas ou à accéder à des avantages réservés à certains secteurs. En assainissant la base des importateurs, le ministère contribue à sécuriser l'approvisionnement du pays en matières premières et en équipements productifs. Il protège aussi les entreprises qui investissent réellement, qui emploient et qui paient leurs cotisations et leurs impôts. La convocation des 1013 opérateurs marque le début d'une phase de vérification de terrain. Le ministère a prévenu : l'utilisation de documents non conformes sera traitée avec la plus grande rigueur. Avec cette opération, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations confirme son engagement à poursuivre la modernisation de l'administration du commerce extérieur. L'objectif est de bâtir un système d'importation plus juste, plus traçable et plus au service du développement économique national.

Hamza B.

ALGER RETROUVE SON VISAGE MÉDITERRANÉEN

La capitale au cœur d'un vaste plan de réhabilitation

Sous l'impulsion du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la wilaya d'Alger est engagée dans un chantier d'envergure visant à rendre à la capitale son identité méditerranéenne et à offrir aux Algérois une ville tournée vers la mer, plus respirable et plus attractive. Fidèle à cette orientation, le ministre, wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi, a mené mardi une vaste tournée d'inspection des principaux projets du "Plan Bleu", ce programme ambitieux d'aménagement et de modernisation de la façade maritime de la capitale.

Au stade Ferhani, dans la commune de Bab El Oued, le wali s'est enquis de l'avancement des travaux visant à créer de nouveaux espaces de promenade et de loisirs. Ce projet vient en complément de la promenade de la Place El Kettani, déjà en cours de réaménagement, et s'inscrit dans la volonté des pouvoirs publics de multiplier les poumons verts et les lieux de détente accessibles à tous le long du littoral. L'objectif est clair : réconcilier les habitants avec leur mer, longtemps rendue inaccessible par des décennies d'urbanisation anarchique et d'occupation du front de mer par des infrastructures fermées. La visite s'est ensuite poursuivie à la Place des Martyrs, l'un des sites les plus emblématiques d'Alger. Là, un chantier

d'une grande sensibilité est en cours : la réalisation d'une passerelle vitrée au-dessus des vestiges archéologiques. Ce choix architectural vise à mettre en valeur le patrimoine millénaire de la ville tout en facilitant la circulation des piétons. En préservant les ruines et en les intégrant au parcours urbain, les autorités cherchent à faire de cette place un véritable musée à ciel ouvert, reliant l'histoire phénicienne, ottomane et coloniale de la ville à sa dimension contemporaine.

Autre étape majeure de cette inspection : le port de la Pêcherie. Le wali a constaté l'avancement de la deuxième section de la promenade, qui prévoit une grande terrasse de 16.000 m2 reliant le boulevard Che-Guevara au front de mer.

Un parking de 400 véhicules est également en cours de réalisation pour accompagner cette nouvelle dynamique. Ce projet est emblématique du "Plan Bleu". Il s'agit de récupérer des espaces portuaires pour les rendre aux citoyens, de créer des continuités piétonnières et de redonner à Alger ses quais de promenade, à l'image des grandes capitales méditerranéennes comme Barcelone ou Marseille. La tournée s'est achevée au niveau du Square Port-Saïd, où une passerelle supérieure est en construction. Elle reliera le square à une nouvelle promenade aménagée sur le quai récupéré du port. Là

encore, l'idée est de désenclaver le front de mer, de créer des zones de détente et de loisirs, et d'offrir aux familles algéroises des espaces de qualité pour se ressourcer. Partout où il est passé, M. Rabehi a donné des instructions strictes. Le maître mot : respect des délais contractuels et respect des normes de qualité. Pour le wali, il ne s'agit pas seulement de livrer des chantiers, mais de livrer des espaces à la hauteur des attentes des citoyens. "Il faut des lieux propres, sécurisés, bien aménagés et entretenus", a-t-il insisté, rappelant que ces projets doivent contribuer directement au renforcement de l'attractivité de la capitale et à l'amélioration de son cadre urbain.

Ces efforts s'inscrivent pleinement dans la vision du président Tebboune pour Alger. Une vision qui veut faire de la capitale une vitrine de l'Algérie moderne, une ville millénaire qui assume son passé tout en se projetant vers l'avenir. Rendre la mer aux Algérois, c'est plus qu'un projet d'urbanisme. C'est un acte symbolique fort.

Pendant des années, le front de mer d'Alger a été coupé de la ville par des autoroutes, des entrepôts et des clôtures. Le "Plan Bleu" inverse cette logique. Il ouvre la ville sur la Méditerranée, valorise son patrimoine et crée une nouvelle centralité urbaine. Au-delà de l'aspect esthétique, ces aménagements

ont un impact direct sur la qualité de vie. Ils offrent des alternatives à la saturation du centre-ville, créent des emplois pendant la phase de réalisation et dynamisent le commerce et le tourisme une fois livrés. Ils participent aussi à la lutte contre les incivilités en proposant aux jeunes des espaces publics dignes et attractifs. La mobilisation des services de la wilaya, sous la supervision directe du wali, montre l'importance accordée à ce dossier. Les visites de terrain se multiplient, les arbitrages sont rendus rapidement et les entreprises sont appelées à accélérer le rythme sans sacrifier la qualité. Alger est une ville millénaire.

Elle porte en elle l'histoire de la Méditerranée. Avec ces projets, elle retrouve peu à peu ce lien vital avec la mer qui a fait sa grandeur. Le "Plan Bleu" n'est pas qu'un ensemble de promenades et de parkings. C'est le projet de redonner une âme à la capitale, de lui rendre son souffle et de faire d'elle une ville où il fait bon vivre, marcher et se retrouver.

Sous la conduite des hautes autorités et avec le suivi rigoureux des pouvoirs publics locaux, Alger est en train de tourner une page. Celle d'une capitale tournée vers l'intérieur, pour s'ouvrir résolument vers son horizon naturel : la Méditerranée.

H. B.

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE NATIONALE RENFORCÉE SUR LE MARCHÉ AFRICAIN

Exporter un savoir-faire et construire des partenariats de long terme

L'Afrique change de visage économique. Avec 1,4 milliard de consommateurs, une croissance démographique soutenue et l'entrée en vigueur de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine, le continent devient le principal réservoir de croissance des vingt prochaines années.

Pour l'Algérie, qui a réussi en quelques années à couvrir près de 80% de ses besoins nationaux grâce à la production locale, ce nouveau marché représente une opportunité historique. Non seulement pour écouler les surplus industriels, mais aussi pour exporter un savoir-faire et construire des partenariats de long terme.

La rencontre tenue mardi à Alger entre le Directeur général du groupe Sidal, M. Younes Bouarara, et l'ambassadeur de la République du Niger auprès de l'Algérie, M. Aminou Malam Manzo, illustre parfaitement cette dynamique. Au cœur des échanges : la fourniture de médicaments essentiels produits en Algérie et le transfert de l'expertise algérienne pour renforcer les capacités pharmaceutiques nigériennes. Un modèle qui pourrait se reproduire dans de nombreux secteurs et avec de nombreux pays du continent.

UN CONTINENT EN PLEINE EXPANSION ÉCONOMIQUE

L'Afrique n'est plus perçue comme un marché lointain et difficile. Elle est aujourd'hui un espace intégré, en construction, avec une classe moyenne émergente et des besoins immenses en infrastructures, en santé, en agroalimentaire et en industrie. La ZLECAF vise à supprimer les barrières douanières et à faciliter la circulation des biens et des services. Pour un pays comme l'Algérie, cela signifie un accès direct à un marché de plus de 3 400 milliards de dollars.

Cette ouverture tombe à un moment clé. Après des années d'efforts pour substituer les importations, l'industrie nationale algérienne arrive à maturité. Dans la pharmacie, l'agroalimentaire, les matériaux de



construction et plusieurs autres filières, le taux de couverture du marché national dépasse les 80%. L'enjeu n'est donc plus seulement de produire pour consommer localement, mais de produire pour exporter.

La proximité géographique joue en faveur de l'Algérie. Avec plus de 6 000 km de frontières partagées avec sept pays africains, les coûts logistiques vers le Sahel et l'Afrique de l'Ouest sont nettement plus compétitifs que ceux vers l'Europe ou l'Asie. À cela s'ajoute une proximité culturelle et linguistique qui facilite la pénétration commerciale et l'acceptation des produits algériens.

LA PHARMACIE ALGÉRIENNE EN PREMIÈRE LIGNE DE L'EXPORT

Le secteur pharmaceutique est le meilleur exemple de cette mutation. En partant de presque zéro il y a une quinzaine d'années, l'Algérie dispose aujourd'hui d'un tissu industriel solide, porté par le groupe public Sidal et par plus de 70 laboratoires privés. Le résultat : environ 80% des médicaments consommés en Algérie sont fabriqués localement. Cette souveraineté pharmaceutique est désormais une plateforme de lancement vers l'Afrique. La demande formulée par les autorités nigériennes, relayée lors de la rencontre avec M. Bouarara, est révélatrice. Niamey souhaite obtenir "dans les meilleurs délais" des médicaments essentiels produits en Algérie pour répondre aux besoins

de sa population. Mais le Niger ne demande pas seulement des boîtes de médicaments. Il demande un partenariat.

Les discussions ont porté sur plusieurs axes. D'abord la fourniture immédiate de produits finis pour soulager le système de santé nigérien. Ensuite, la possibilité de produire directement pour le marché nigérien dans les usines algériennes, en attendant que le Niger développe ses propres infrastructures. Enfin, et c'est le plus important, le transfert de technologies, la formation des cadres nigériens et l'accompagnement à la création d'unités de production locales.

C'est cette approche qui distingue l'offre algérienne. Il ne s'agit pas d'une relation commerciale classique de vendeur à acheteur. Il s'agit de co-construire une capacité industrielle africaine. M. Bouarara a présenté à cette occasion les projets stratégiques de Sidal, notamment le développement de la production de matières premières pharmaceutiques.

Maîtriser les principes actifs est la condition pour une véritable indépendance. Et c'est aussi ce que les pays africains recherchent : des partenaires capables de les aider à remonter toute la chaîne de valeur.

ÉCOULER LA PRODUCTION ET GAGNER EN COMPÉTITIVITÉ

Pour les producteurs nationaux, le marché africain répond à une équation économique simple. Quand 80% du marché intérieur est couvert, les usines atteignent un plateau. Pour continuer à croître, investir et créer des emplois, il faut de nouveaux débouchés. L'export vers l'Afrique permet d'utiliser les capacités de production au maximum, de réduire les coûts unitaires et d'améliorer la rentabilité.

Exporter oblige aussi à se mettre au niveau. Les normes, les certifications, la qualité de l'emballage, les délais de livraison : tout doit être aligné sur les exigences du marché. Cette discipline profite en retour au consommateur algérien et prépare les entreprises à conquérir d'autres marchés. Dans le cas du médicament, l'enjeu est encore plus grand. Chaque contrat signé avec un pays africain sécurise des emplois en Algérie, génère des devises hors

hydrocarbures et renforce l'image du "Made in Algeria". L'objectif affiché par Sidal est clair : élargir la présence des produits pharmaceutiques algériens sur le continent et participer à la construction d'un système industriel pharmaceutique africain intégré.

UN PARTENARIAT FONDÉ SUR LE TRANSFERT ET LA SOLIDARITÉ

Ce qui ressort des entretiens entre Alger et Niamey, c'est la volonté de bâtir quelque chose de durable. Les deux parties ont convenu de créer un groupe de travail conjoint chargé de suivre les dossiers, de renforcer la coordination et de simplifier les procédures administratives. L'idée est de transformer rapidement les intentions en projets concrets.

Le modèle proposé repose sur trois idées fortes. La première est la solidarité sanitaire. L'Algérie répond à une urgence exprimée par un pays frère. La deuxième est le co-développement. Au lieu de se contenter d'exporter, l'Algérie propose d'aider le Niger à produire lui-même, à terme. La troisième est l'intégration. L'ambition n'est pas de créer des dépendances, mais de contribuer à un écosystème régional où chaque pays joue un rôle.

Cette vision est en ligne avec les instructions des hautes autorités du pays qui visent à "relancer la coopération stratégique" avec les pays africains. Elle est aussi en phase avec les attentes des gouvernements africains, qui ne veulent plus seulement importer mais veulent produire, former et innover chez eux.

TOUS LES SECTEURS CONCERNÉS

Si la pharmacie ouvre la marche, elle n'est pas isolée. La même logique s'applique à l'agroalimentaire, où l'Algérie est devenue exportatrice de pâtes, de produits laitiers, d'huiles et de sucre. Elle s'applique aux matériaux de construction : ciment, fer, céramique, dont la demande est massive sur les grands chantiers africains. Elle s'applique aussi à l'électroménager, à la chimie, aux services d'ingénierie et au BTP. Partout où l'Algérie a atteint un haut niveau d'autosuffisance, elle peut proposer une offre compétitive à l'Afrique. L'avantage est double : un

prix compétitif grâce à la proximité et une expertise adaptée aux réalités climatiques et économiques du continent. Prenons l'exemple de l'eau. L'Algérie a développé une expertise reconnue dans le dessalement de l'eau de mer. Plusieurs pays du Sahel et de la Corne de l'Afrique font face à des stress hydriques. Le transfert de cette technologie, en partenariat avec des entreprises algériennes, peut devenir un axe majeur de coopération.

LES DÉFIS À LEVER POUR RÉUSSIR LA PERCÉE AFRICAINE

Cette aubaine ne se concrétisera pas toute seule. Plusieurs obstacles doivent être levés. Le premier est celui de la logistique. Il faut des routes, des corridors de transport, des entrepôts. Les projets de route transsaharienne et de zone logistique aux frontières sont donc stratégiques.

Le deuxième défi est réglementaire. Chaque pays a ses procédures d'enregistrement pour les médicaments, ses normes pour l'agroalimentaire. La simplification administrative évoquée par l'Algérie et le Niger doit être généralisée. Des accords de reconnaissance mutuelle permettraient de gagner un temps précieux. Le troisième défi est financier. Les PME algériennes ont besoin d'outils pour financer leurs exportations : assurance-crédit, garanties, lignes de financement. Sans cela, seules les grandes entreprises pourront se lancer.

Enfin, il y a le défi de l'image. Il faut construire une marque "Made in Algeria" forte en Afrique. Cela passe par la participation aux foires, par la diplomatie économique et par la qualité constante des produits.

VERS UN HUB INDUSTRIEL ET SANITAIRE RÉGIONAL

L'ambition de l'Algérie est désormais clairement posée : devenir un hub industriel et sanitaire pour l'Afrique. Les capacités sont là. La volonté politique est là. La demande africaine est là.

La rencontre Sidal-Niger n'est qu'un début. Elle montre le chemin : identifier un besoin, y répondre avec une offre algérienne, puis proposer d'aller plus loin avec du transfert de technologie et de la formation.

Comme l'ont souligné les deux parties à l'issue de leur réunion, il faut "accélérer la concrétisation des axes de coopération" et "soutenir les efforts conjoints visant à assurer la sécurité sanitaire et pharmaceutique dans la région". Cette phrase résume bien l'esprit du moment. Il ne s'agit plus de parler de potentiel, mais d'agir.

Le marché africain est une aubaine pour les producteurs nationaux parce qu'il leur offre de la croissance. Mais c'est aussi une aubaine pour l'Afrique parce qu'elle y trouve un partenaire qui propose plus que des produits : une expertise, une solidarité et une vision commune de développement.

Dans les années à venir, ce sont ces partenariats gagnant-gagnant qui feront la différence. Et l'Algérie, forte de son expérience et de sa production nationale, a toutes les cartes en main pour en être l'un des principaux architectes.

Hamza B.



MASCARA

Commémoration du 69è anniversaire de la bataille de "Djebel El Menaouar"

La wilaya de Mascara commémore, à l'occasion du 69e anniversaire de la bataille de "Djebel El Menaouar" (5 septembre 1957), l'une des pages du combat héroïque mené par les moudjahidine de l'Armée de libération nationale (ALN), qui infligèrent aux forces d'occupation française, en dépit de leur supériorité, de lourdes pertes tant matérielles que humaines.

Dans une déclaration à l'APS à la veille de la commémoration de cet anniversaire, l'enseignant d'histoire algérienne moderne et contemporaine à l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara, Lahcen Djaker, a indiqué que "Djebel El Menaouar", situé à proximité des limites avec la wilaya de Relizane, est un site stratégique choisi par les moudjahidine de l'ALN comme centre d'entraînement et d'organisation des opérations militaires contre les forces d'occupation française. Il a précisé que cette bataille ou épopée de la Guerre de libération nationale, s'est déroulée à la suite des nombreuses victoires remportées par les moudjahidine de l'ALN dans la sixième région de la wilaya V historique, à Mascara, durant l'été 1957. Ces succès avaient poussé les forces de l'armée coloniale française à lancer une vaste offensive militaire, afin de prendre le contrôle de la région, en mobilisant des milliers de soldats, appuyés par des avions de chasse, d'artillerie lourdes et de chars, en menant de larges opérations de ratissage. M. Djaker a expliqué que la bataille avait débuté au matin du 5 septembre 1957, lorsque les forces d'occupation française encerclèrent le site de "Djebel El Menaouar" de plusieurs côtés. Les moudjahidine de l'ALN, commandés par le chahid Si Redouane, s'étaient toutefois préparés à l'affrontement, tirant profit de leur connaissance précise du relief montagneux de la région. Au cours de cette bataille, le bataillon "Si Redouane", soutenu par le bataillon "Si Mahmoud", a multiplié les embuscades, les attaques éclairs et les déplacements rapides à travers "Djebel El Menaouar", ce qui désorienta les forces de l'armée coloniale française et fit échouer leurs plans. Le chercheur a relevé que l'affrontement entre les deux bataillons et les forces d'occupation française s'était prolongé pendant de longues heures. L'armée



coloniale procéda, durant la bataille, à d'intenses frappes et bombardements contre la région, au moyen notamment d'avions de chasse, tout en recourant à des armes incendiaires interdites, notamment le napalm. Malgré l'intensité des bombardements, les moudjahidine des deux bataillons parvinrent à tenir leurs positions et à opposer une forte résistance aux forces d'occupation, les empêchant de progresser vers le sommet du "Djebel El Menaouar", où étaient retranchés les combattants, a ajouté la même source. Il a également indiqué que les moudjahidine des bataillons "Si Redouane" et "Si Mahmoud" avaient fait preuve d'une grande résistance durant cette bataille, malgré le déséquilibre des forces, compte tenu du nombre important de soldats français déployés dans la région et renforcés par un parachutage de troupes aéroportées. La bataille s'est finalement soldée par l'échec du plan des forces coloniales, grâce au courage et à la détermination des moudjahidine, qui réussirent à briser l'encerclement et à poursuivre le combat. Les deux bataillons parvinrent ainsi à rompre le siège et à évacuer les blessés, parmi lesquels le valeureux moudjahid Si Redouane, blessé au cours de la bataille par des bombes au napalm interdites, utilisées par l'armée d'occupation française. L'armée coloniale française a subi, lors de cette bataille, de lourdes pertes, avec 650 soldats tués et un nombre important de blessés, outre la destruction de six appareils, dont des hélicoptères, deux avions de bombar-

dement de type "B-50" et "Jaguar", ainsi qu'un avion de reconnaissance. Plusieurs véhicules militaires furent également endommagés. Du côté algérien, 69 moudjahidine et dix habitants de la région sont tombés au champ d'honneur, tandis que 23 autres personnes ont été blessées, pour la plupart par des obus au napalm. Le moudjahid Si Redouane fut évacué vers le douar "El Anatra", dans la wilaya de Mascara, mais il tomba en martyr après avoir été capturé par les forces coloniales françaises. M. Djaker a appelé à accorder à cette importante bataille de l'histoire de la glorieuse Révolution de Novembre toute l'attention qu'elle mérite, notamment à travers la documentation de ses événements et la réalisation de films documentaires. Il a également préconisé d'encourager les chercheurs à mener davantage de travaux scientifiques et historiques sur cet événement, tout en intensifiant les activités pédagogiques destinées à la faire connaître aux élèves des établissements scolaires et aux étudiants universitaires. A noter que la direction des Moudjahidine et des Ayants droit de la wilaya de Mascara, en coordination avec le Musée de wilaya du Moudjahid, commémore, chaque année, l'anniversaire de la bataille de "Djebel El Menaouar" à travers diverses activités, notamment des expositions historiques, des conférences et la projection de films documentaires mettant en lumière cet épisode de la lutte de libération nationale.

BATNA :

Visite de travail du SG du Haut commissariat à l'amazighité

Le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a effectué une visite de travail dans la daïra de T'kout relevant de la wilaya de Batna. Accompagné du wali de Batna, Benahmed Riadh, des autorités locales civiles et militaires et de députés des deux chambres du Parlement, M. Assad a entamé sa visite par une rencontre avec les notables de la daïra à la mosquée Abibakr-Essedik où la Fatiha du Saint Coran a été lue à la mémoire des victimes des récents incendies de forêt enregistrés dans certaines wilayas de l'est et du centre du pays. Le secrétaire général du HCA s'est rendu également à la mosquée Sidi-Abdeslam où a été remis l'arrêté de classification de cet édifice religieux en monument du patrimoine sur la liste d'inventaire supplémentaire de la wilaya. A noter que cette mosquée construite au 16e siècle figure parmi les plus anciens monuments religieux de la région des Aurès et se distingue par son architecture traditionnelle, en plus de compter une école coranique.

BOUIRA :

Un mort et 35 blessés dans un carambolage sur l'autoroute Est-Ouest

Une personne est décédée et 35 autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, hier matin, sur l'autoroute Est-Ouest, dans la wilaya de Bouira, indique un communiqué de la Protection civile de la wilaya de Bouira. Selon la même source, les éléments de la Protection sont intervenus à 8h, suite à un carambolage impliquant deux camions, deux voitures et un bus de transport de voyageurs, précisant que le sinistre s'est produit sur l'autoroute Est-Ouest, en direction d'Alger, plus exactement dans la commune d'El Adjiba, à Kadiria. A noter que l'opération est actuellement en cours. A cet effet, les services de la Gendarmerie nationale se sont également rendus sur les lieux afin pour sécuriser la zone, fluidifier la circulation et prendre les mesures nécessaires. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident. Par ailleurs, la Wali de Bouira, Mme. Houria Aggoune s'est rendue sur les lieux du sinistre pour s'enquérir de la situation, notamment la prise en charge des blessés.

EN PRÉVISION D'ÉVENTUELLES INTEMPÉRIES À TRAVERS LES WILAYAS

Poursuite de la mise en œuvre des mesures préventives

Les wilayas du pays poursuivent la mise en œuvre d'une série de mesures préventives et anticipatives au niveau local, en prévision d'éventuelles intempéries à la fin de la saison estivale et au début de l'automne, a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Ces mesures interviennent "en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à renforcer les mesures préventives et à relever le niveau de préparation", précise le communiqué. Dans ce cadre, les autorités locales "tiennent des réunions de coordination avec la participation des différents services et organismes concernés, afin de s'assurer du niveau de préparation, d'évaluer l'état des points sensi-

bles et d'établir les plans d'intervention en prévision d'éventuelles intempéries", ajoute la même source. Le communiqué relève également "la poursuite des opérations de nettoyage et d'entretien des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, des avaloirs, des réseaux d'assainissement, des oueds et des cours d'eau, ainsi que

le traitement des insuffisances constatées et l'élimination des différents obstacles". Il s'agit également de "la mobilisation et de la mise à disposition des moyens humains et matériels, ainsi que du renforcement de la coordination entre les différents services, afin de garantir une intervention rapide et efficace en

cas d'urgence". Ces mesures "s'inscrivent dans le cadre du renforcement de l'action préventive et anticipative et du relèvement du niveau de préparation sur le terrain, contribuant ainsi à protéger les citoyens et leurs biens et à limiter les effets des éventuelles intempéries", conclut le communiqué.

TIZI OUZOU :

Réhabilitation de 109 kilomètres du réseau routier

La wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié d'une enveloppe complémentaire pour la réhabilitation de 109 kilomètres de chemins communaux et intercommunaux. Dans le détail, ce sont 57 kilomètres sur les chemins communaux et 52 autres sur les chemins intercommunaux qui ont fait l'objet d'une recommandation pour leur prise en charge. C'est ce qu'a révélé Rafik Sadok le directeur par intérim de la direction des travaux publics de la wilaya. « Inscrit en fin d'année 2025, ce nouveau programme com-

plémentaire, n'a été entamé qu'au mois de février 2026 en raison « des procédures administratives », a-t-il indiqué lors de la dernière session de l'assemblée populaire de wilaya (APW). Il a ajouté qu'il est « doté d'une enveloppe globale de plus de 1 milliard 319 millions de DA dont 986 millions de DA ont été déjà engagés. Quant aux paiements, ils sont de l'ordre de 393 millions de dinars ». Quant aux travaux réalisés jusque-là, le même responsable a indiqué qu'il a été « livré 19

kilomètres de chemins communaux et 19,50 kilomètres de chemins intercommunaux à travers 39 communes ». Par ailleurs, il a tenu à alerter sur « le manque considérable d'entreprises dédiées à ces travaux, ce qui explique que le programme connaît un taux d'avancement de 40% ». Enfin, pour lui, la seconde dotation prévue par la tutelle ne peut être entamée qu'une fois ce programme en cours achevé. Et de conclure que plus de 70% des besoins ont été déjà recensés.

CRISE À CEUTA

L'Espagne «continue d'enquêter» sur les causes de l'afflux de migrants

Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a assuré que Madrid continuait «à enquêter» sur les causes du brusque afflux de migrants arrivés à Ceuta, il y a un mois, fustigeant aussi de «fausses informations» diffusées et amplifiées par une «internationale d'ultradroite».



Entre le 29 et 31 juillet dernier, quelque 70.000 migrants ont traversé, à pied ou à la nage, la frontière entre le Maroc et le territoire espagnol de Ceuta. Si la majorité des migrants sont repartis dans la foulée, quelque 5.000 sont encore présents dans l'enclave espagnole, dont environ 1.200 mineurs non accompagnés, a assuré M. Sanchez. Les autorités locales évoquent quant à elles 10.000 migrants toujours présents à Ceuta. Officiellement, au moins 91 personnes sont mortes dans cette tra-

versée mais selon des ONG marocaines, il y a au moins 141 morts et des dizaines de disparus. «Nous continuons à enquêter» sur ce qu'il s'est passé, a déclaré, hier, sur la radio Cadena Ser, le Premier ministre espagnol. «Ce que nous savons à ce jour, c'est qu'un arrêt de la Cour suprême du 8 juillet dernier a été déformé, qu'il a été propagé sur les réseaux sociaux à travers des rumeurs, de la désinformation, mais aussi par des organisations criminelles qui font dans le trafic d'êtres humains», a-t-il ajouté.

LE MAROC POINTÉ DU DOIGT

Certaines informations assuraient alors qu'en cas d'entrée à la nage à Ceuta, il était impossible d'être expulsé vers le Maroc, ce qui est faux, a affirmé le dirigeant socialiste. «Nous savons également qu'il existe une inégalité structurelle qui fait que la Ville autonome de Ceuta et la Ville autonome de Melilla possèdent probablement les frontières les plus complexes du monde, parce que l'écart d'opportunités, l'écart de

revenu par habitant entre un côté et l'autre est considérable», a-t-il aussi pointé.

«Après les 30 et 31 juillet, il y a eu une diffusion de rumeurs et de désinformation, de la part de réseaux sociaux... et à une internationale d'ultradroite qui utilise toujours la migration non seulement pour attaquer l'Espagne, mais aussi pour attaquer l'Europe et la diviser», a ajouté le chef du gouvernement espagnol. Par ailleurs, Pedro Sanchez a exclu toute responsabilité «d'une manière ou d'une autre» des autorités marocaines dans la crise : «Aucun service de renseignement avec lequel le gouvernement espagnol collabore habituellement ne fait apparaître le moindre doute, ou plutôt, quelque doute que ce soit quant à la participation, d'une manière ou d'une autre, des autorités marocaines». «Nous devons être conscients que cette crise ne pourra être résolue que par la coopération, et non par la défiance envers le Maroc», a poursuivi le Premier ministre espagnol promettant, par ailleurs, une aide supplémentaire de 168 millions d'euros au territoire de Ceuta pour faire face à la crise et à ses conséquences économiques.

CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UA

La Mauritanie représentée par le ministre de la défense

Le ministre de la Défense, des Affaires de Retraités et des Enfants de Martyrs, M. Hanana Ould Sidi, représentant le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a participé aux travaux de la 21e session extraordinaire du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui se tient dans la capitale angolaise, Luanda. Dans son discours prononcé à cette occasion, le ministre a souligné que la prévention des conflits passe par le traitement de leurs causes structurelles, au premier rang desquelles figurent la fragilité des institutions, la pauvreté, le chômage, la faiblesse de la gouvernance, l'aggravation des inégalités sociales et le manque de perspectives pour les jeunes. Il a ajouté que l'instauration de l'État de droit et des institutions, le renforcement de la justice et de la cohésion nationale, ainsi que l'élargissement des opportunités pour les jeunes, constituent les piliers de la consolidation de la sécurité et de la paix. Il a assuré que la Mauritanie, dans le cadre de l'approche sécuritaire intégrée mise en place et supervisée par Son Excellence le Président de la République, repose sur la conviction profonde qu'«il n'y a pas de développement durable sans sécurité, ni de sécurité là où règnent la fragilité institutionnelle, économique et sociale».

Le sommet a consacré ses travaux au renforcement des mécanismes de prévention et de règlement des conflits, au développement des outils politiques, juridiques et financiers de l'Union africaine pour endiguer les crises, au soutien à la médiation et à la consolidation de la paix, ainsi qu'au renforcement de la coordination entre les mécanismes continentaux et régionaux, et à l'ancrage du principe des solutions africaines aux problèmes africains, tout en mobilisant les ressources nécessaires pour soutenir la stabilité et le développement durable sur le continent. La délégation accompagnant le ministre comprend : l'ambassadeur de la République islamique de Mauritanie auprès de la République d'Angola, M. Mohamed Ould Mek'halla ; l'ambassadeur de la République islamique de Mauritanie auprès de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et son représentant permanent auprès de l'Union africaine, M. El-Houssein Ould Naji, le conseiller de notre ambassade à Addis-Abeba, M. Mhamed Haiballah, ainsi que les conseillers de l'ambassade mauritanienne à Luanda, MM. Cheikh Ould Sidi et Oumar Haybat.

GESTION DES STOCKS ET DES VENTES EN TUNISIE :

L'OCT passe à une nouvelle étape numérique

L'Office du Commerce de la Tunisie (OCT) s'apprête à lancer une nouvelle application informatique développée par sa direction des systèmes d'information. Ce projet s'inscrit dans le cadre de sa stratégie visant à moderniser les méthodes de gestion, à développer ses outils numériques et à renforcer les principes de bonne gouvernance. Une application dédiée à la gestion des ressources et de la chaîne d'approvisionnement

sionnement, en particulier dans les domaines des stocks et des ventes. L'application permettra de suivre plusieurs indicateurs de performance liés à l'activité de cet établissement public, tout en assurant une meilleure visibilité sur le fonctionnement des centres de stockage et de distribution.

UN MEILLEUR SUIVI DES STOCKS ET DES VENTES

La plateforme offrira notamment la possibilité de suivre les quantités disponibles dans les différents centres de stockage, afin d'améliorer leur gestion et d'assurer davantage d'efficacité et de transparence. Elle permettra également de contrôler la régularité des procédures liées aux opéra-

tions de vente, ce qui devrait renforcer le dispositif de contrôle interne et contribuer à une meilleure gestion des ressources de l'Office.

UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Le lancement de cette application s'inscrit dans un processus plus large de digitalisation des différentes fonctions de l'Office du Commerce de la Tunisie.

La plateforme devrait être complétée, dans une prochaine étape, afin d'intégrer également les volets liés aux achats et à la logistique. Un guide d'utilisation prévu L'Office prévoit par ailleurs d'élaborer ultérieurement

un guide destiné à garantir une bonne utilisation de la nouvelle plateforme et une exploitation optimale de ses différentes fonctionnalités.

Ce document devrait également contribuer à harmoniser les méthodes de travail et à faciliter l'adoption de l'outil par les utilisateurs.

À travers ce projet, l'Office du Commerce de la Tunisie confirme son orientation vers un recours accru aux solutions numériques dans la gestion, le suivi des activités et la prise de décision, avec pour objectif d'améliorer ses performances et de renforcer l'efficacité de la gestion des ressources et des chaînes d'approvisionnement.

LIBYE :

Dialogue sur l'avenir du secteur énergétique

L'Autorité des énergies renouvelables libyenne et la Section de l'énergie de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) organisent un dialogue sur l'avenir du secteur énergétique en Libye. En effet, l'Autorité des énergies renouvelables, en coopération avec la Section de l'énergie de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), a organisé à Tripoli, un dialogue national sur la transformation du secteur des énergies extractives libyen vers des systèmes énergétiques durables et résilients. Ce dialogue a bénéficié d'une large participation d'institutions et d'entités nationales, ainsi que d'un groupe d'experts internationaux. Ce dialogue vise à renforcer les discussions nationales sur l'avenir du secteur énergétique libyen, à soutenir la diversification du mix

énergétique, à améliorer l'efficacité énergétique et à exploiter le potentiel des énergies renouvelables et des technologies modernes. Il contribuera ainsi à la construction d'un système énergétique plus durable et résilient et soutiendra la diversification économique et le développement durable du pays. La session a réuni de nombreuses entités et institutions nationales, dont le ministère de l'Enseignement technique et professionnel, le ministère de l'Industrie et des Mines, la Compagnie nationale de pétrole, la Compagnie générale d'électricité, la Société de portefeuille des énergies renouvelables, la Société nationale des mines, la société de commercialisation du pétrole Brega, le Centre libyen de recherche et d'études sur l'énergie solaire, le Centre libyen d'études sur le changement climatique, le Centre de recherche pétrolière et le Centre national de normalisation et de métrologie, ainsi que de

nombreux spécialistes et experts en énergie et développement durable, et des experts internationaux d'Algérie, de Tunisie et du Liban. Les séances de dialogue ont porté sur plusieurs thèmes et enjeux prioritaires, notamment les politiques, la législation, les défis et les opportunités liés à la transition énergétique dans le secteur extractif. Elles ont également exploré les politiques, la législation et les applications des énergies renouvelables, ainsi que leur rôle dans la modernisation du secteur extractif. Les participants ont également abordé les enjeux stratégiques de l'hydrogène durable, de l'efficacité énergétique, des audits énergétiques, de la gestion de la demande, de l'interconnexion électrique, de l'intégration des micro-réseaux et de la numérisation. Par ailleurs, ils ont abordé le rôle crucial des minéraux dans la transition énergétique et leur contribution à la diversification économique.

Le dialogue a permis d'identifier les lacunes prioritaires pour parvenir à des systèmes énergétiques durables et résilients, et d'examiner les moyens de développer les cadres institutionnels, législatifs et techniques nécessaires pour soutenir une transition progressive vers un système énergétique plus efficace et durable, et pour renforcer l'intégration entre les différents secteurs et parties prenantes concernés. Les participants ont appelé à unifier les efforts nationaux et à renforcer la coordination entre les institutions du secteur de l'énergie et les secteurs connexes, afin d'élaborer des visions et des orientations concrètes qui soutiennent la transition énergétique en Libye et suivent l'évolution régionale et internationale dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, de l'hydrogène durable et de la numérisation.

LE CRÉPUSCULE DU GENDARME

Comment l'été 2026 a scellé le déclin de l'hyperpuissance américaine

PAR : SALAH LAKOUES

L'illusion d'une guerre courte. Le 28 février 2026, lorsque les premières bombes américaines et israéliennes s'abattent sur l'Iran, Donald Trump croit tenir sa victoire : un "deal" nucléaire historique, une démonstration de force devant les électeurs, et une leçon infligée à l'ennemi juré de ses alliés israéliens.

Le président américain promet une guerre courte, chirurgicale, victorieuse.

Six mois plus tard, la réalité est tout autre. Trump ne parle plus de victoire. Il menace de "réduire en miettes" l'île de Kharg, tandis que l'Iran frappe des bases américaines aux Émirats arabes unis, au Koweït, à Bahreïn, en Jordanie et au Kurdistan irakien. Le baril de pétrole dépasse les 90 dollars, 55 % des Américains sont opposés au conflit, et les démocrates font de cette guerre leur principal argument pour les élections de mi-mandat. Ce qui devait être une démonstration de force s'est transformé en un match nul embarrassant, selon les mots du journaliste Adrien Jaulmes. Mais ce match nul est en réalité bien plus qu'un simple revers tactique. Il est le révélateur d'un basculement systémique : la fin de la toute-puissance américaine au Moyen-Orient, et l'émergence d'un monde multipolaire où les puissances régionales ne se contentent plus d'être des vassaux, mais construisent leurs propres alliances, leurs propres arsenaux, et leurs propres routes énergétiques. Pendant ce temps, qu'a gagné Israël ? Tout. La Cisjordanie connaît des violences de colons d'un niveau inédit, l'armée israélienne peut poursuivre ses opérations en toute impunité, l'attention du monde est détournée vers le Golfe, et les Accords d'Abraham s'effondrent sous le poids des frappes américaines. L'Iran est affaibli, le Hezbollah est sous pression, et les États-Unis sont devenus les pompiers involontaires d'un incendie que Netanyahu a allumé. L'accusation iranienne, formulée le 31 août, est peut-être l'une des analyses les plus lucides de ce conflit : Netanyahu a manipulé Trump. Et la suite des événements ne fait que confirmer cette thèse : les États-Unis sont tombés dans un piège géopolitique dont ils ne savent plus comment sortir, et Israël, en coulisses, tire toutes les ficelles. Cet été 2026 restera dans les livres d'histoire comme le moment où le gendarme du monde a perdu son bâton, son argent et sa crédibilité, en l'espace de quelques semaines.

LE PACTE DE LA MECQUE : L'ANTICIPATION DE LA FAIBLESSE AMÉRICAINE

Le 7 août 2026, dans la ville sainte de l'islam, trois chefs d'État – Mohammed ben Salmane (Arabie saoudite), Recep Tayyip Erdoğan (Turquie) et Shehbaz Sharif (Pakistan) – signent un accord de défense conjointe. Une attaque armée contre l'un des trois est désormais considérée comme une attaque contre les trois.

UNE COMPLÉMENTARITÉ PARFAITE

Le génie du Pacte de La Mecque réside dans la complémentarité des atouts de ses signataires : Pays Apport stratégique. Arabie saoudite Ressources financières colossales, poids pétrolier mondial, influence dans le



monde arabo-islamique. C'est le banquier de l'alliance. Turquie Deuxième armée de l'OTAN, industrie de défense en pleine expansion (drones Bayraktar, missiles, systèmes de défense aérienne), expérience opérationnelle. C'est le bras armé.

Pakistan Armée aguerrie, capacités balistiques, et surtout le seul arsenal nucléaire du monde musulman. C'est la dissuasion ultime. Ensemble, ces trois pays forment un pôle de puissance capable de peser sur sa propre sécurité, sans avoir à solliciter l'avis ou l'autorisation de Washington. Le choix de La Mecque comme lieu de signature n'est pas anodin : il confère au pacte une légitimité symbolique forte, ouverte potentiellement au-delà des clivages confessionnels, car la ville sainte appartient à l'ensemble des musulmans.

Une défiance anticipée. Le timing du pacte est révélateur. Il est signé le 7 août, soit trois semaines avant que la crise ne s'envenime autour d'Ormuz. Les trois capitales ont donc anticipé la faiblesse américaine avant même que celle-ci ne devienne évidente. Elles ont compris, avant tout le monde, que les États-Unis n'étaient plus en mesure de garantir la sécurité de la région. Cette anticipation est d'autant plus frappante qu'elle contredit des décennies de dépendance : l'Arabie saoudite, alliée historique de Washington, se tourne vers le Pakistan (qui entretient des relations complexes avec les USA) et la Turquie (membre de l'OTAN, mais de plus en plus critique envers l'Occident). Le Pacte de La Mecque est une diversification des assurances de sécurité, une

LA GUERRE ÉCONOMIQUE : QUAND LE DOLLAR REMPLACE LES MISSILES

Le 24 août, le secrétaire au Trésor Scott Bessent annonce la "plus grande guerre financière de l'histoire" contre l'Iran. L'objectif est clair : asphyxier économiquement Téhéran en coupant tous ses partenaires commerciaux de l'accès au dollar et au système financier américain.

L'ULTIMATUM PLANÉTAIRE

Les sanctions visent plus de soixante entreprises, personnes et navires accusés d'aider l'Iran à vendre son pétrole, acquérir des technologies nucléaires ou conduire des opérations cyber. Les pays concernés doivent désormais faire cesser, dans un délai fixé par Washington, les activités iraniennes sur leur territoire. À défaut, leurs banques et leurs sociétés

pourront être coupées du système financier américain. Ce n'est pas une simple liste de sanctions. C'est un ultimatum mondial. Le monde entier est sommé de choisir entre commercer avec l'Iran (et perdre l'accès au dollar) ou se soumettre à la loi américaine.

LA DÉPENDANCE EUROPÉENNE

Comme l'explique la politiste Sophie Meunier, chercheuse à l'université de Princeton :

"La contrainte n'est pas juridique, elle est monétaire. Tant que la compensation en dollars, les relations de correspondance bancaire et l'accès au marché américain restent incontournables, Bruxelles peut éventuellement protéger une entreprise après coup, mais elle ne peut pas modifier son calcul en amont."

En clair : l'Europe, qui affiche une souveraineté économique dans les textes (l'euro, l'INSTEX), est en réalité structurellement dépendante du dollar. Une banque européenne sait qu'elle sera sanctionnée par la Fed si elle traite un paiement en dollars avec un partenaire iranien. Elle ne prendra pas le risque. Le résultat est l'auto-censure : les banques européennes renoncent à tout commerce avec l'Iran, même si Bruxelles émet des déclarations de principe.

La souveraineté économique européenne ne se joue pas dans les textes. Elle se joue dans les tuyaux du système de paiement.

LE BOOMERANG ÉCONOMIQUE

Mais cette guerre financière a un coût : elle fait flamber le prix du pétrole. Le baril de Brent repasse les 90 dollars, alimentant l'inflation aux États-Unis et en Europe. Les ménages américains, qui devaient être protégés, paient directement le prix de la guerre.

L'Iran, de son côté, utilise cette flambée comme une arme. Plus le pétrole monte, plus Téhéran (via des circuits parallèles) peut tirer des revenus de ses exportations, même réduites. Et surtout, plus les prix montent, plus la guerre devient impopulaire aux États-Unis.

LE RÉVEIL MILITAIRE : LA PÉNURIE DE TOMAHAWKS ET LE BLUFF DÉMASQUÉ

C'est la révélation qui change tout. Selon des sources proches du Pentagone, la moitié des missiles Tomahawks américains ont été utilisés pendant le conflit avec l'Iran.

Pourquoi les Tomahawks sont-ils si cruciaux ?

aux ?

Le Tomahawk est l'arme de projection de la puissance américaine par excellence. Il permet de frapper à distance, sans mettre en danger des pilotes, et de détruire des infrastructures stratégiques (radars, batteries côtières, sites nucléaires). Sa production est lente, coûteuse (1,5 à 2 millions de dollars l'unité) et dépend d'une chaîne d'approvisionnement complexe que l'industrie de défense américaine ne peut pas régénérer en quelques semaines. Conséquence immédiate : Les États-Unis n'ont plus les moyens militaires de mener une campagne prolongée contre l'Iran. Frapper les positions iraniennes ou ses alliés expose désormais Washington à une impasse : en cas de riposte de Téhéran, la réponse américaine serait limitée, faute de munitions.

LES SANCTIONS COMME CACHE-MISÈRE

C'est dans ce vide que s'inscrit la séquence du 24 août. Bessent annonce la "guerre financière" non pas parce que c'est une offensive, mais parce que c'est le seul levier qui reste. Puisque le levier militaire s'émousse, Washington se rabat sur le levier financier.

Mais le problème est que ce levier est un boomerang : il fait flamber les prix du carburant, nourrit l'inflation et fragilise les ménages américains à l'approche des élections législatives. L'Iran le sait, et il ne cède pas. Il double même la mise en verrouillant le détroit d'Ormuz.

LE DERNIER SURSAUT : LES FRAPPES SUR LARAK ET LA MENACE SUR KHARG

Le 31 août, Trump tente un dernier sursaut militaire. Les États-Unis frappent l'île de Larak, où les Gardiens de la révolution installaient des lanceurs de mines. Puis Trump menace de "réduire en miettes" l'île de Kharg, par où transite habituellement environ 90 % du pétrole exporté par l'Iran. Kharg est la cible ultime. Si elle est détruite, l'Iran perd sa capacité à vendre son pétrole en gros volumes. C'est une asphyxie économique physique, bien plus radicale que les sanctions.

Mais la menace est-elle crédible ? Pour détruire Kharg, il faudrait des dizaines de missiles de croisière. Or, ils sont à moitié épuisés. Trump bluffe-t-il ? Ou est-il prêt à vider ses derniers stocks sur cette île, quitte à se retrouver complètement désarmé ?

Suite en page 9

Suite de la Page 8

L'ESCALADE RÉGIONALE : L'IRAN FRAPPE PARTOUT

Le 2 septembre, l'Iran répond. Et il répond massivement.

La carte des frappes. Cible Base ou lieu Signification stratégique, Émirats arabes unis Al-Dhafra, Al-Minhad Les EAU sont un allié majeur des USA. Les frapper, c'est dire : "Vous n'êtes pas à l'abri." Koweït Complexe résidentiel (incendie) Le Koweït est un hub logistique clé. L'atteindre, c'est frapper la chaîne d'approvisionnement. Bahreïn Base aérienne Cheikh Isa Bahreïn abrite la 5e flotte américaine. C'est le cœur naval de la présence US dans le Golfe.

Jordanie Camp Titin (golfe d'Aqaba) La Jordanie est un allié discret mais crucial. La frapper, c'est étendre le conflit à la Méditerranée orientale.

Kurdistan irakien Erbil Le Kurdistan est une zone sous influence américaine. Frapper Erbil, c'est raviver les tensions entre Bagdad, les Kurdes et les USA.

UNE ESCALADE CALCULÉE

L'Iran ne cherche pas à frapper le territoire américain (ce qui serait une escalade suicidaire). Il frappe les alliés régionaux des États-Unis, là où l'armée américaine est déployée. C'est une guerre par procuration inversée : Téhéran montre que toute base américaine dans la région est une cible légitime. Les monarchies du Golfe, qui abritent ces bases, sont désormais en première ligne.

L'effet recherché : L'Iran envoie un message à tous les pays du Golfe : "Si vous hébergez des bases américaines, vous êtes des cibles légitimes." C'est une tentative de désolidariser les alliés régionaux de Washington, en leur faisant payer le prix de leur alliance.

LE PARADOXE DE PEZESHKIAN

Quelques heures avant ces frappes, le président iranien Massoud Pezeshkian avait appelé à une reprise des négociations au Kirghizistan :

"Si les États-Unis reviennent à leurs engagements au titre du protocole d'accord, la République islamique d'Iran prendra immédiatement des mesures réciproques." Ce n'est pas une contradiction, c'est une double stratégie :

1. Le parapluie diplomatique : En proposant de négocier, l'Iran se pose en victime raisonnable qui veut la paix, face à un Trump belliqueux. C'est une posture gagnante sur le plan médiatique. 2. Le bâton militaire : En frappant les bases du Golfe, l'Iran montre qu'il a les moyens de faire mal si les négociations échouent. C'est une négociation sous la menace.

LE PIÈGE ISRAËLIEN : LA CLÉ DE VOÛTE DU SYSTÈME

L'accusation iranienne du 31 août – "Netanyahou a manipulé Trump" – est peut-être l'analyse la plus lucide de ce conflit. Pour comprendre pourquoi, il faut poser les intérêts de chaque camp.

Les intérêts de Trump (les États-Unis)

- Obtenir un "accord nucléaire" qui serait une victoire personnelle.



- Montrer sa force avant les élections législatives de novembre 2026.

- Faire plier l'Iran par la pression maximale (sanctions + frappes chirurgicales).

- Sortir rapidement de la guerre pour en tirer un bénéfice politique.

Les intérêts de Netanyahu (Israël)

- Éliminer ou affaiblir durablement la menace nucléaire iranienne.

- Affaiblir le Hezbollah (allié de l'Iran) sur le front nord.

- Détourner l'attention internationale des violences en Cisjordanie et de l'expansion des colonies.

- Détruire les Accords d'Abraham : Netanyahu les a toujours considérés comme un piège qui normalisait Israël avec les monarchies du Golfe, mais les privait de leur principal ennemi pour justifier leur propre politique de sécurité.

- Faire payer aux États-Unis le prix de la guerre, pour que Washington, épuisé, ne puisse plus faire pression sur Israël pour un État palestinien.

LE PIÈGE SE DESSINE

Netanyahou n'a pas besoin d'une victoire militaire totale sur l'Iran. Il a besoin d'une guerre longue, qui use les États-Unis, isole diplomatiquement Téhéran, détourne l'attention du monde, et permet à Israël de poursuivre ses objectifs en Cisjordanie sans être inquiété. Trump, lui, a besoin d'une guerre courte et victorieuse. Cette divergence d'intérêts est le cœur du piège : Netanyahou a promis à Trump une guerre facile, mais il a livré à Washington une guerre d'usure.

LES PROMESSES NON TENUES

Israël a assuré à l'administration Trump que la guerre serait courte, que les frappes aériennes détruiraient les capacités nucléaires iraniennes en quelques semaines, et que le régime s'effondrerait sous la pression. Ces promesses se sont révélées inexactes :

- Les sites nucléaires iraniens sont dispersés, enterrés et protégés. Les frappes aériennes ne peuvent pas tous les détruire.

- Le régime iranien, loin de s'effondrer, s'est soudé derrière les Gardiens de la révolution.

- L'Iran a répliqué en fermant Ormuz, en posant des mines, et en frappant les bases américaines dans toute la région.

LE LEURRE DU SOULÈVEMENT INTÉRIEUR

Netanyahou a également vendu à

Trump l'idée que le peuple iranien se soulèverait contre le régime dès les premières frappes, à l'image des manifestations de 2022-2023. Or, la guerre a produit l'effet inverse : elle a renforcé le régime en désignant un ennemi extérieur commun. Les Iraniens, même critiques du régime, ne se rallient pas à une agression étrangère.

LE TIMING DES VIOLENCES EN CISJORDANIE

Alors que les projecteurs sont braqués sur Ormuz, les colons israéliens intensifient leurs attaques en Cisjordanie. Ce n'est pas une coïncidence : c'est une conséquence directe de la guerre. L'armée israélienne, mobilisée sur le front nord (contre le Hezbollah) et sur la défense antimissile, relâche la pression en Cisjordanie, laissant les colons agir avec une impunité accrue. La communauté internationale, absorbée par le spectacle de la guerre USA-Iran, ne regarde pas. Netanyahou a transformé la guerre contre l'Iran en une opération de diversion parfaite. Pendant que les frappes et les menaces iraniennes occupent les unes des journaux, les violations du droit international en Cisjordanie passent au second plan.

LA CRISE POLITIQUE AMÉRICAINE : LE PIÈGE SE REFERME SUR TRUMP

Le désastre électoral. Les démocrates ont fait de la guerre en Iran leur principal argument de campagne. Les sondages donnent 55 % d'opposants au conflit, contre 37 % de partisans. Trump est désormais perçu comme un président qui a promis une guerre courte et a livré une guerre longue, coûteuse et impopulaire. Le président du Comité national démocrate, Ken Martin, accuse Trump d'avoir "entraîné les États-Unis dans une guerre longue, coûteuse et sans véritable stratégie de sortie". Cette accusation est désormais autant stratégique qu'électorale : elle transforme le conflit en gouffre financier et militaire pour Washington, et les démocrates comptent en faire un argument central contre les républicains aux midterms de novembre.

L'IMPASSE DE TRUMP

Le dilemme de Trump est terrible :

Option Scénario Risque politique. Escalade désespérée Frapper Kharg massivement, voire un site nucléaire, pour tenter un "knockout". Si ça échoue (missiles interceptés, riposte

iranienne massive), c'est la défaite totale. Retrait négocié Accepter un cessez-le-feu sous médiation (Oman, Qatar) et sortir en sauvant la face. C'est un aveu d'échec. Ses propres soutiens le lyncheront, mais l'opinion majoritaire (55 %) pourrait le récompenser. Le piège se resserre : Trump ne peut pas escalader (les Tomahawks sont vides), et il ne peut pas reculer (il perdrait la face). Il est prisonnier d'une guerre qu'il ne peut ni gagner ni abandonner.

LE RÔLE DU PACTE DE LA MECQUE : UNE DÉFIANCE QUI SERT LES DEUX CAMPS

Le Pacte de La Mecque est une réaction à la faiblesse américaine. Mais paradoxalement, il sert aussi les intérêts d'Israël :

Il détruit les Accords d'Abraham : la normalisation entre Israël et les monarchies du Golfe n'est plus la seule option. Les Saoudiens ont désormais un parapluie militaire pakistanais et turc. Ils n'ont plus besoin de faire de concessions à Israël pour obtenir la protection américaine.

Il isole l'Iran : le pacte est une coalition sunnite qui se prépare à faire face à Téhéran. Israël peut laisser cette coalition gérer le front sud, tandis qu'il se concentre sur le Hezbollah et la Cisjordanie.

Il affaiblit la dépendance des pétromonarchies envers les USA : les États-Unis perdent leur monopole sur la sécurité régionale. Et surtout, il évite à l'Iran de frapper l'Arabie saoudite : Téhéran, conscient du risque nucléaire pakistanais, concentre ses frappes sur les pays qui n'ont pas adhéré au Pacte (EAU, Koweït, Bahreïn, Jordanie). L'Iran épargne donc le pivot sunnite, ce qui permet à Israël de ne pas avoir à intervenir directement. Netanyahou n'a pas besoin de contrôler le Pacte de La Mecque. Il lui suffit que ce pacte existe, car il complique la donne pour tout le monde – sauf pour Israël, qui peut rester en retrait et regarder ses adversaires s'épuiser mutuellement.

LA SUPERPUISSANCE EN LAISSE

Ce que nous avons analysé au cours de ces jours – la séquence de l'ultimatum, la pénurie de Tomahawks, le Pacte de La Mecque, les frappes sur le Golfe, la crise politique américaine – est un seul et même phénomène : la transformation des États-Unis en un gendarme maladroit, manipulé par son allié israélien.

Les quatre niveaux du déclin américain

Niveau Dynamique en cours

Conséquence pour Trump Militaire Pénurie de Tomahawks, frappes limitées, match nul à Ormuz. Incapacité à gagner une guerre conventionnelle.

Financier Ultimatum dollar, sanctions extraterritoriales, mais boomerang inflationniste. Le seul levier qui reste, mais qui alimente l'impopularité.

Diplomatique Pacte de La Mecque (bloc sunnite autonome), défiance des alliés. Perte de contrôle sur le Moyen-Orient.

Électoral 55 % des Américains contre la guerre, attaque démocrate. Menace directe sur les midterms de novembre.

Chaque niveau alimente le suivant : l'échec militaire rend les sanctions nécessaires. Les sanctions font monter le pétrole. La hausse du pétrole rend la guerre impopulaire. L'impopularité fragilise Trump. Le système est bouclé

LA LEÇON DE L'ÉTÉ 2026

Trump croyait faire la guerre pour un accord nucléaire. Il fait la guerre pour permettre à Israël d'annexer la Cisjordanie.

Trump croyait montrer sa force. Il montre sa faiblesse : missiles vides, alliés qui se détournent, opinion publique hostile. Trump croyait être le maître du jeu. Il est le jouet de Netanyahu. L'été 2026 n'est pas seulement le crépuscule du gendarme américain. C'est l'illustration que la superpuissance peut être mise en laisse par un État qui a compris ses vulnérabilités, et qui les exploite sans scrupule. Les États-Unis ne peuvent pas gagner cette guerre parce qu'elle n'a jamais été conçue pour être gagnée par eux. Elle a été conçue pour les épuiser, pour les isoler, pour les rendre impopulaires, et pour permettre à Israël de poursuivre ses objectifs en toute tranquillité. Netanyahou a tendu un piège à Trump, et Trump y est tombé, tête la première, entraînant avec lui la crédibilité, l'économie et la puissance militaire de son pays. Épilogue : Les questions qui restent ouvertes

À l'approche des élections de mi-mandat et de l'hiver, deux questions demeurent :

Trump peut-il se retourner contre Israël ? Révéler publiquement que Netanyahou l'a manipulé serait un séisme politique. Cela briserait l'alliance sacrée entre les États-Unis et Israël, mais pourrait permettre à Trump de négocier un retrait de la guerre en sauvant la face. Osera-t-il ?

Le système dollar résistera-t-il ? La guerre financière de Bessent pourrait accélérer la dédollarisation du monde. La Chine, la Russie, et les signataires du Pacte de La Mecque développent des alternatives au dollar (CIPS, SPFS, accords de swap). Si ces alternatives fonctionnent, le levier financier américain s'érodera à son tour.

Une hyperpuissance ne s'effondre pas en un jour. Elle s'use, guerre après guerre, sanction après sanction, élection après élection. L'été 2026 est un de ces points d'usure où l'on voit, pour la première fois, le déclin en train de s'écrire en direct, dans les colonnes des journaux, dans les sondages, et sur les champs de bataille du détroit d'Ormuz.

Le monde multipolaire, que les experts prédisaient depuis des décennies, est en train de naître sous nos yeux, dans le sang et dans le pétrole.

S.L

L'EXPRESSDZ

ACCIDENT DE JET-SKI

Ce traumatisme méconnu qui peut provoquer de graves blessures

Pendant les vacances, les sports nautiques attirent chaque année de nombreux amateurs en quête de sensations fortes. Mais derrière le plaisir du jet-ski se cache un risque rare et méconnu : une chute peut, dans certaines circonstances, provoquer de graves lésions du périnée ou de la région anorectale.

En vacances, les sports nautiques riment souvent avec plaisir, soleil et sensations fortes. Mais une simple accélération en jet-ski peut parfois faire basculer la journée en véritable urgence médicale. Rare et encore peu connu du grand public, un traumatisme provoqué par le puissant jet d'eau de propulsion peut entraîner de graves lésions du périnée, du rectum ou des sphincters. Une chute en jet-ski peut avoir des conséquences bien plus graves qu'un simple plongeon dans l'eau. Un phénomène rare, parfois surnommé « syndrome du Canadair », correspond à un traumatisme périnéal ou anorectal provoqué par le puissant jet de propulsion. Le scénario est particulièrement dangereux lorsqu'un passager est éjecté vers l'arrière, notamment lors d'une accélération, et tombe dans l'eau jambes écartées à proximité de la tuyère. Sous la pression du flux d'eau, le périnée peut alors subir des lésions profondes. Des cas de déchirures du rectum, de perforations, de lésions vaginales ou encore de ruptures des sphincters anaux ont été rapportés. Certaines victimes ont dû subir une intervention chirurgicale et une colostomie temporaire afin de permettre aux tissus de cicatriser. Une étude américaine publiée en 2025 dans la revue scientifique internationale *Chirurgie* CASE Reports s'est précisément intéressée à ces traumatismes. Les chercheurs ont analysé quatre cas de jeunes femmes âgées de 18 à 27 ans, toutes passagères à l'arrière d'un jet-ski et éjectées lors d'une accélération. Les quatre patientes présentaient des traumatismes périnéaux complexes touchant notamment le rectum, le canal anal, les sphincters et, selon les cas, le vagin. Elles ont toutes nécessité une prise en charge chirurgicale avec colostomie temporaire et reconstruction des tissus lésés. Les auteurs indiquent par ailleurs qu'environ 20 cas similaires avaient déjà été rapportés dans



les publications médicales avant leur étude. Ce chiffre ne représente toutefois pas le nombre réel de victimes dans le monde, mais uniquement les cas identifiés et publiés, ce qui ne permet pas d'établir la fréquence réelle du phénomène. Selon les experts, le danger tient aussi au fait que la gravité de la blessure n'est pas toujours visible immédiatement. Une plaie extérieure peut masquer une lésion interne. Après une chute impliquant le système de propulsion, une douleur importante au niveau du périnée, un saignement anal ou vaginal, du sang dans les selles ou des douleurs abdominales doivent donc être considérés comme des signes d'alerte nécessitant une évaluation médicale rapide. C'est pourquoi, la prévention reste essentielle. Le port d'un gilet de sauvetage adapté, le respect des consignes de sécurité et la prudence lors des accélérations et des manœuvres permettent de limiter les risques d'éjection. Une attention particulière doit également être portée à la position du passager arrière. Plus largement, l'Organisation mondiale de la Santé rappelle l'importance de la prévention des accidents aquatiques.

Selon les données de cette agence sanitaire, environ 300 000 personnes meurent chaque année par noyade dans le monde. L'OMS recommande notamment de renforcer la sécurité des activités nautiques, l'utilisation d'équipements adaptés et la formation aux

comportements sûrs sur l'eau. Rare, mais potentiellement grave, ce traumatisme rappelle qu'une chute en jet-ski ne doit jamais être banalisée. Dans certaines circonstances, le puissant système de propulsion peut transformer un accident apparemment ordinaire en véritable urgence médicale.

Pour les spécialistes, l'enjeu est surtout de mieux faire connaître ce mécanisme afin qu'il soit rapidement identifié par les secours et les équipes médicales. Ces traumatismes étant peu fréquents, leur diagnostic peut être retardé lorsque le contexte de l'accident n'est pas clairement établi.

Or, une lésion du rectum ou du sphincter nécessite une prise en charge rapide pour limiter les complications infectieuses et fonctionnelles. Les cas décrits montrent également que les conséquences ne se limitent pas à la douleur immédiate. Une atteinte des muscles sphinctériens peut avoir des répercussions durables sur la continence et nécessiter plusieurs interventions ainsi qu'un suivi médical prolongé. Le phénomène rappelle surtout l'importance de la prévention lors des activités nautiques.

Le conducteur comme les passagers doivent connaître les risques liés aux accélérations soudaines et aux chutes à l'arrière de l'engin. En cas d'éjection, la proximité immédiate du système de propulsion constitue un élément déterminant du risque de traumatisme.

L'ALGERIE AUJOURD'HUI
UNE DURÉE DE SURVIE
DOUBLÉE :

**Un nouveau
traitement
prometteur contre
le cancer du
pancréas**

L'Agence américaine du médicament (FDA) a annoncé l'approbation d'un traitement prometteur contre le cancer du pancréas, ouvrant une nouvelle ère dans la prise en charge d'un des cancers les plus mortels. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un remède, ce traitement suscite un vif enthousiasme chez les oncologues et associations de patients, car il promet de rajouter de précieux mois d'existence aux malades souffrant de cette maladie, dont le diagnostic figure parmi les plus sombres. Développé par la start-up américaine Revolution Medicines, ce médicament est nommé Rasonque et pourra être pris sous la forme de comprimés par des patients souffrant d'une forme agressive, mais courante de cancer du pancréas. Il faudra toutefois que ces derniers répondent à plusieurs critères, comme avoir déjà reçu un traitement antérieur, précise la FDA. "L'autorisation accordée aujourd'hui offre une nouvelle option essentielle aux patients confrontés à un cancer extrêmement grave et historiquement difficile à traiter", a salué Kyle Diamantas, chef par intérim de l'agence dans un communiqué. Impliquant une nouvelle molécule nommée daraxonrasib, ce traitement s'est montré bien plus efficace qu'une chimiothérapie classique lors de son essai clinique. La moitié des patients l'ayant pris avaient survécu plus de 13 mois, soit une durée deux fois plus longue que pour le groupe sous chimiothérapie. Ces résultats avaient été largement acclamés par la communauté médicale et constituaient la première avancée notable contre ce cancer en plusieurs décennies. Ils nourrissent aussi l'espoir de contribuer à l'élaboration de traitements pour d'autres maladies car la molécule étudiée agit contre une protéine impliquée dans plusieurs cancers et contre laquelle on ne parvenait pas à agir jusqu'à très récemment.

L'ECHO D'ALGERIE

SELON LA TÉLÉVISION PUBLIQUE «ZDF»

L'Algérie change de statut aux yeux de l'économie allemande

Selon un reportage de la chaîne publique allemande «ZDF», l'Algérie a évolué, dans l'évaluation de Berlin, du statut de fournisseur traditionnel d'hydrocarbures vers celui de base potentielle pour la production d'énergie et de ses composants industriels aux portes de l'Europe. Cette mutation est stimulée par l'arrivée de la première cargaison directe de gaz naturel liquéfié (GNL) algérien à Wilhelmshaven au début du mois de juillet 2026, par la croissance de la demande locale en équipements solaires, ainsi que par un plan visant à couvrir jusqu'à 10% des besoins en hydrogène de l'Union européenne d'ici 2040. Cette transformation est mise en lumière alors que le ministre des Affaires étrangères, Johann Wadephul, effectue un déplacement en Algérie accompagné d'une délégation d'entreprises allemandes. L'intérêt de l'Allemagne va au-delà du volet diplomatique, il s'agit de conjuguer la

sécurisation des approvisionnements actuels en gaz, la préparation du marché de l'hydrogène et l'engagement dans des projets miniers, d'énergies renouvelables et de fabrication locale. Avant sa visite, le ministre allemand a déclaré que l'Algérie représentait un partenaire stratégique pour son pays en matière de politique énergétique et de sécurité. Il a rappelé qu'elle figure parmi les plus importants fournisseurs de gaz de l'UE et que son poids est appelé à grandir au vu de son potentiel dans la production d'hydrogène vert. Ces déclarations traduisent une démarche à long terme de Berlin visant à diversifier ses sources d'énergie et ses chaînes d'approvisionnement en matières premières. Pour illustrer cette transition, la «ZDF» a pris l'exemple d'une usine algérienne de composants métalliques. La chaîne a rapporté que les machines de l'entreprise SPS, située dans la banlieue d'Alger, tournent désormais 24 heures sur 24 pour

fabriquer des structures destinées aux centrales solaires du Sahara algérien. Salem Kour Ibrahim, chef d'équipe de l'unité, a expliqué que l'activité de la société était autrefois axée sur les charpentes de constructions industrielles avec des commandes irrégulières, avant de bénéficier de l'essor des investissements solaires. De son côté, le directeur général, Mehdi Bendimerad, a lié ce développement aux mutations géopolitiques qui ont renforcé la position de l'Algérie en tant que partenaire d'approvisionnement fiable. Ce modèle montre que les projets d'énergies renouvelables génèrent une demande industrielle interne. Les centrales solaires nécessitent des structures métalliques, des systèmes de fixation, des câbles, des transformateurs, des équipements de raccordement, de stockage et de contrôle, en plus des travaux d'ingénierie et de maintenance. L'augmentation du taux d'intégration

locale permet de dynamiser les filières de la métallurgie, de l'électricité et des services d'ingénierie, tout en réduisant les importations et en créant des emplois qualifiés. Bien que le reportage ne précise pas le chiffre d'affaires de SPS, la valeur de ses contrats ou le nombre d'emplois créés, sa mention dans les médias allemands offre aux entreprises un exemple concret d'un marché qui ne se contente pas d'importer des centrales clés en main, mais qui dispose de capacités de sous-traitance et de partenariat technologique. Oliver Blank, directeur général de la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie), a indiqué à la ZDF que l'attractivité de l'Algérie repose sur ses ressources énergétiques et minières, une main-d'œuvre jeune et qualifiée, des infrastructures adaptées et sa proximité avec l'Europe, autant d'atouts pour lier les ressources algériennes aux technologies allemandes.

PALESTINE OCCUPÉE

Deux martyrs sous les bombardements et les tirs de l'occupation dans la bande de Gaza

Un jeune palestinien est tombé en martyr hier, lors d'une frappe aérienne sioniste sur le secteur d'al-Hawja, dans le camp de réfugiés de Jabalia, au nord de la bande de Gaza. Une Palestinienne a succombé à ses blessures par balles israéliennes à Deir al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza.

Des sources médicales de l'hôpital al-Shifa, dans l'ouest de la ville de Gaza, ont signalé l'arrivée du corps d'un jeune palestinien et d'une personne blessée suite à la frappe aérienne israélienne sur le secteur d'al-Hawja, dans le camp de réfugiés de Jabalia.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a alerté mardi sur l'aggravation des risques sanitaires dans la bande de Gaza, à l'approche de la saison des pluies.

La majorité de la population y vit toujours dans des conditions précaires.

« Alors que nous ne sommes toujours pas en mesure de fournir la quantité minimale d'eau nécessaire à la population, la qualité et la contamination de l'eau demeurent un problème majeur », a déclaré Reinhild van de Werd, représentante de l'OMS dans le territoire palestinien occupé, aux journalistes à Genève.

L'OMS a confirmé que la contamination microbiologique a presque triplé entre janvier et août de cette année, après avoir analysé plus de 6 700 échantillons d'eau, passant de moins de 6 % en janvier à plus de 18 % en août. van de Werd a ajouté : « Cette situation a entraîné une augmentation significative des cas de diarrhée aiguë au cours de la même période, le nombre de cas ayant presque doublé, passant d'environ 27 000 en mars à plus de 48 000 en août ».

Elle a poursuivi : « Aujourd'hui, la saison des pluies et l'hiver approchent à grands pas. La grande majorité de la population de Gaza vit encore dans des camps extrêmement surpeuplés, sous des tentes de fortune, où des montagnes d'ordures s'accumulent, atteignant plusieurs mètres de hauteur ».

Elle a souligné que les pluies à venir inonderont ces camps surpeuplés et que les eaux usées, les ordures et l'eau contaminée se répandront dans les lieux où les habitants dorment, cuisinent et s'occupent de leurs enfants, augmentant ainsi le risque de maladies hydriques.

De plus, les insectes nuisibles, les moustiques, les moisissures et les bactéries risquent de proliférer, et le système de santé de Gaza, déjà sous tension, est mal préparé pour faire face aux épidémies.

Elle a insisté sur « le besoin urgent d'abris plus permanents, d'un approvisionnement en eau durable, tant en quantité qu'en qualité, et de systèmes de gestion des déchets », ainsi que sur la nécessité de doter les laboratoires du matériel nécessaire, pour identifier rapidement les causes des maladies.

Elle a souligné que l'entrée de fournitures essentielles pour les laboratoires et les diagnostics, y compris les réactifs nécessaires aux tests, demeure interdite. Gaza : six patients évacués médicalement vers la Belgique et la Roumanie



via le mécanisme européen

Six patients de la bande de Gaza ont été évacués médicalement vers la Belgique et la Roumanie, accompagnés de 17 proches, via le Mécanisme de protection civile de l'Union européenne, a annoncé mercredi la Commission européenne, publiée sur la plateforme américaine X par le Mécanisme de protection civile de l'UE (EU Civil Protection & Humanitarian Aid).

L'opération a bénéficié du soutien de la Slovaquie, de la Norvège et de la Jordanie, ainsi que de Médecins sans frontières (MSF) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'évacuation a permis d'acheminer six patients nécessitant des soins médicaux hors de Gaza, avec 17 accompagnateurs. L'opération a été menée dans le cadre du Mécanisme de protection civile de l'UE, un dispositif permettant aux États membres et aux pays participants de coordonner leurs moyens face aux situations d'urgence, notamment pour faciliter les évacuations médicales. La Commission européenne a précisé que la Slovaquie, la Norvège et la Jordanie avaient apporté leur soutien à l'opération, aux côtés de MSF et de l'OMS.

Dans son message, la Commission européenne a souligné que les besoins de santé restent critiques dans la bande de Gaza et que les familles continuaient de faire face à des difficultés importantes. Elle a réaffirmé que l'UE continue de se tenir aux côtés de ceux qui sont dans le besoin.

DEUX MARTYRS, 5 209 COLONS PRENNENT D'ASSAUT AL-AQSA ET 40 OPÉRATIONS DE DÉMOLITION AU COURS DU MOIS D'AOUT

Le gouvernorat d'Al-Qods a constaté, au cours du mois d'août 2026, une escalade des violations commises par l'occupation israélienne et ses colons dans le gouvernorat, qui a entraîné le martyre de deux citoyens, l'enregistrement de 114 arrestations et 83 blessés, tandis que 5 209 colons ont pris d'assaut la mosquée Al-Aqsa et que les autorités d'occupation ont mené 40 opérations de démolition et de bulldozer.

Le gouvernorat a expliqué dans son rap-

port mensuel que les violations de l'occupation comprenaient également 44 attaques perpétrées par des colons, et 86 avis et décisions de démolition, d'arrêt des travaux et de la construction, d'évacuation et de saisie de biens, en plus des décisions d'emprisonnement, d'assignation à résidence et d'expulsion de la mosquée Al-Aqsa et de la ville. Dans le dossier des démolitions, les autorités d'occupation ont mené 40 opérations de démolition et de déblaiement au cours du mois d'août, dont 14 démolitions volontaires (des citoyens ont été contraints de démolir eux-mêmes leurs maisons et leurs constructions), 23 démolitions effectuées par des bulldozers de l'occupation, ainsi que trois opérations de déblaiement visant des terres, des structures et des installations palestiniennes.

Le gouvernorat a également recensé 86 notifications et ordonnances, dont 78 relatives à la démolition, à l'arrêt des travaux et à la construction, trois ordonnances d'expulsion et cinq ordonnances de confiscation de biens.

Le rapport recense 44 attaques perpétrées par des colons dans le gouvernorat de Jérusalem, dont six ayant entraîné des violences physiques.

Concernant l'activité de colonisation, le gouvernorat de Jérusalem, s'appuyant sur un suivi quotidien des annonces officielles de la soi-disant « Administration civile » et de la municipalité d'occupation, ainsi que sur le suivi effectué par le Centre Orient House, a recensé 13 plans, projets et activités de colonisation au cours du mois.

Selon le rapport, ces activités comprenaient des plans d'aménagement, des projets de colonisation, l'établissement d'avant-postes, la construction de routes et des mesures foncières.

Parmi ces activités figuraient le dépôt de quatre plans prévoyant la construction de 1 240 logements sur une superficie totale de 78 721 dounams, tandis que deux plans de colonisation n'incluant pas de nouveaux logements ont été approuvés, couvrant une superficie totale de 108 402 dounams.

Par ailleurs, les forces d'occupation israéliennes ont démolé, mercredi, des maisons en tôle, des baraquements, des enclos à moutons, des puits, des grottes

et d'autres structures dans le village d'Al-Taban à Masafer Yatta, au sud d'Hébron.

Osama Makhmra, militant des médias originaire de Masafer Yatta, a déclaré à Wafa que les démolitions avaient entraîné la destruction de maisons et de biens de première nécessité appartenant aux résidents, dans un contexte d'attaques continues contre la population de Masafer Yatta.

Masafer Yatta est la cible d'une vaste campagne de démolition et d'attaques menée par les forces d'occupation et les colons, qui a touché des maisons, des installations résidentielles, des enclos à moutons et des puits, dans le cadre d'une politique visant à déplacer les citoyens de leurs terres et à s'en emparer, au profit de l'expansion coloniale et de l'établissement de nouveaux avant-postes coloniaux.

LE QATAR MET EN GARDE CONTRE LES TENTATIVES ISRAÉLIENNES D'IMPOSER UNE NOUVELLE RÉALITÉ DANS LA RÉGION

L'État du Qatar a mis en garde contre les tentatives d'Israël d'instrumentaliser l'escalade des tensions dans la région pour imposer une nouvelle réalité en Palestine, en Syrie et au Liban.

Lors d'une conférence de presse, le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Majid al-Ansari, a dénoncé l'exploitation par Israël des événements régionaux, déclarant : « L'escalade israélienne à Gaza et en Cisjordanie doit cesser, et Tel-Aviv doit mettre un terme à l'instrumentalisation des événements régionaux pour imposer une nouvelle réalité en Palestine, au Liban et en Syrie ».

Il a souligné que « des discussions sont en cours avec nos partenaires concernant la désescalade dans la région, la recherche d'une solution pacifique et la réouverture du détroit d'Ormuz ».

M. Al-Ansari a réaffirmé la position ferme de Doha, qui ne tolère aucune violation de la part de l'occupation israélienne. Il a insisté sur le fait que les pratiques israéliennes dans le contexte de la guerre contre la bande de Gaza sont injustifiables et a réitéré l'exigence qu'Israël réponde des conséquences de ces pratiques.

Le régime détox

Une cure détox a pour objectif de débarrasser l'organisme des toxines en adoptant un mode d'alimentation restrictif.

Si vous êtes tentés par le régime détox dans le but de perdre du poids et gagner en énergie, découvrez différents menus de la semaine et les précautions utiles au régime détox.

La cure détox, qu'est-ce que c'est ?

Le régime détox est un mode d'alimentation restrictif qui consiste à ne consommer que des végétaux entiers, ou sous forme de jus, pendant 1 à 7 jours consécutifs.

Plus qu'une perte de poids, la détox permettrait de détoxifier l'organisme et de se sentir mieux. Cependant, il faut rester prudent, car la détox est très controversée.

CARACTÉRISTIQUES DE LA DÉTOX

Alimentation à base de fruits, de légumes ou de jus.

durée de 1 à 7 jours consécutifs.

perte de poids et détoxification de l'organisme.

régime très restrictif.

jus de citron, eau et thé à volonté.

Les grands principes de la cure détox

Il n'existe pas une mais plusieurs cures détox : au citron, à base de jus ou encore de fruits et légumes entiers.

Ce type de régime a pour objectif de soutenir les organes dans leurs fonctions d'épuration pour induire une détoxification.

Comment marche le régime détox citron ?

Les régimes « Détox » se présentent sous différentes formes :

Durée variable : 1 à 7 jours.

consommation de fruits seulement, consommation de légumes seulement, consommation de jus ou smoothies, alimentation de type végétarienne.

Comment le régime détox ventre plat fait-il maigrir ?

Le régime détox promet :

une amélioration du bien-être physique et mental.

une augmentation du niveau d'énergie, une réduction des fringales, une meilleure qualité de sommeil, une peau lumineuse, un renforcement système immunitaire.

Les régimes « détox » comparent le corps humain au moteur d'une voiture qui s'encrasse avec le temps, en accumulant des déchets et des toxines qui peuvent générer de la fatigue, un teint et des cheveux ternes, un affaiblissement du système immunitaire, des problèmes digestifs, etc.

Les toxines viennent de l'organisme lui-même, mais également de l'extérieur par la pollution, les médicaments, le tabagisme, l'alcool, etc.

Le corps serait incapable, à un moment, d'éliminer tous ces déchets et c'est ainsi qu'une cure de détoxification serait nécessaire.

Le foie, les reins et les intestins sont les organes les plus ciblés lors d'une cure « détox ». En se détoxifiant, ces organes deviendraient alors plus performants et le métabolisme plus puissant. En résultat, nous serions plus enclins à brûler des calories. Le corps humain, et principalement le foie et les reins sont les organes-clés dans le traitement des déchets de l'organisme. Le corps produit des déchets, mais ceux-ci sont gérés par nos organes et sont éliminés naturellement.

Le foie participe, entre autres, à la formation de l'urée avant son élimination de l'organisme, au métabolisme et l'élimination de l'alcool et des médicaments avec l'aide des reins, à la dégradation des acides gras, etc.



Ensuite, les reins sont responsables de la filtration du sang et de l'élimination des déchets. Il n'y a donc aucune inquiétude à avoir sur la qualité de notre sang si les reins fonctionnent bien.

Combien de temps le régime détox dure-t-il ?

Le régime détox dure entre 1 et 7 jours, il n'est pas recommandé d'aller au-delà.

En effet, il s'agit avant tout d'un régime très restrictif qui pourrait, à long terme, entraîner des carences importantes. Il existe de nombreuses manières de le pratiquer : quelques jours consécutifs, un jour par semaine, etc.

FOCUS SUR LES ALIMENTS LORS D'UNE CURE DÉTOX

Les aliments permis

Les aliments ou boissons à inclure à la journée « détox » sont généralement :

Thé vert, Carotte, tomate, céleri, artichaut, betterave, agrumes : citron, orange, pamplemousse.

fruits rouges : bleuets, mûres, fraises, framboises, cranberries.

aliments riches en chlorophylle : asperge, pissenlit, avocat, kiwi, chou vert frisé, cresson, ciboulette, menthe, basilic, thym, persil, etc. Il est habituellement conseillé, durant cette période, de boire au minimum 1,5 litre d'eau par jour.

Certains régimes préconisent également de boire le matin, à jeun, de l'eau avec du citron fraîchement pressé ou du thé vert durant toute la journée.

On s'aperçoit que les aliments proposés durant une cure détox sont des aliments contenant une quantité appréciable d'antioxydants. Les antioxydants auraient un rôle à jouer dans la neutralisation des radicaux libres qui endommagent l'organisme. Ces radicaux libres sont considérés comme des déchets produits par l'organisme lui-même. Cependant, ils proviendraient également de l'extérieur par la fumée de combustion, les produits chimiques, la poussière, etc. Ces composés aux propriétés antioxydantes sont la vitamine C, la vitamine E, le sélénium et les caroténoïdes. C'est donc peut-être pour cette raison que les aliments suggérés dans une cure détox sont par ailleurs les plus riches en vitamine C, vitamine E, sélénium et caroténoïdes.

LES ALIMENTS INTERDITS

Les aliments interdits durant un régime détox sont ceux qui augmentent les toxines dans l'organisme et "encras-

sent" les organes. Voici une liste non exhaustive :

Sucres raffinés, matières grasses, cigarette, alcool, caféine.

produits animaux : viande rouge surtout et quelquefois les produits laitiers.

aliments transformés.

Les aliments à éviter durant les régimes « détox », comme la viande rouge, par exemple, ou même l'alcool, font l'objet d'une preuve scientifique qui démontre leur impact négatif sur la santé.

Il est donc tout à fait normal de déconseiller la consommation quotidienne de ces aliments et non seulement durant quelques jours.

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DU RÉGIME DÉTOX

Les points positifs du régime détox

Richesse en fibres, bon apport en antioxydants et micro nutriments, très courte durée, sensation de mieux être ;

nécessite peu de cuisine, facile à comprendre et à appliquer.

LES POINTS NÉGATIFS DU RÉGIME DÉTOX

Très restrictif et hypocalorique, absence de protéines, sensation de faim fréquente, monotone et difficile à tenir sur le long terme, incompatible avec une vie sociale active, dangereux chez les personnes vulnérables, car peut engendrer des comportements alimentaires obsessionnels. Recommandations et précautions à prendre lors d'une cure détox

LES RISQUES DU RÉGIME DÉTOX

Bien que ces cures soient souvent à base d'une grande quantité de légumes et fruits, il est important de noter que celles-ci sont souvent trop faibles en calories pour atteindre les apports recommandés en vitamines et minéraux. L'American College of Sports Medicine indique que les femmes devraient consommer au moins 1 200 calories par jour et les hommes devraient en consommer au moins 1 800. De plus, un régime contenant moins de 1600 calories par jour ne semble pas permettre d'atteindre les apports recommandés en nutriments, principalement en vitamine C, E, en calcium et en magnésium. Il est donc déconseillé de suivre ce régime durant plusieurs jours. Le poids perdu sera majoritairement de l'eau, car le corps se vide de

ses réserves de glycogène. Enfin, les apports en protéines sont très faibles (environ 30 g/jour) ce qui amène également une fonte musculaire.

Est-ce un régime fait pour vous ?

De manière générale et quelle que soit votre situation, il n'est pas recommandé de pratiquer le régime citron ou jus de fruits détox trop longtemps. En revanche, une journée détox peut être une très bonne chose lorsque l'organisme le réclame. Par exemple, le lendemain d'un repas de famille copieux, il n'y a aucun inconvénient à manger très légèrement pour permettre aux organes de récupérer et de se décrasser.

Le régime détox est-il compatible avec le sport ?

Le régime est compatible avec une activité sportive. Ce type de régime n'est pas destiné à être pratiqué en continu. S'il vaut mieux ne pas faire d'activité intense les jours de détox, il est recommandé de faire du sport les autres jours. L'activité physique aide l'organisme à éliminer les toxines et freine la fonte musculaire engendrée par des régimes trop restrictifs.

Comment ne pas reprendre du poids après un régime jus de fruits détox ?

Si la détox est bien menée, il n'y a pas de raisons de reprendre du poids après. La perte de poids ne doit pas être l'objectif d'un régime détox. Le régime détox ne doit pas être pratiqué plus de deux jours consécutifs et doit être suivi de quelques jours d'alimentation légère et à dominante végétale.

AVIS DE LA DIÉTÉTICIENNE SUR LE RÉGIME DÉTOX VENTRE PLAT

Les régimes « détox » sont des régimes drastiques, très faibles en calories et qui font perdre avant tout beaucoup d'eau. Les substances appelées toxines sont éliminées régulièrement, mais surtout naturellement par notre corps et plus particulièrement notre foie. Aucun aliment ou nutriment ne peut, à lui seul, agir sur le foie et l'aider dans ses fonctions. L'important est d'avoir une alimentation saine quotidiennement, plutôt que de faire un régime « détox » quelques fois par an pendant un ou deux jours.

En revanche, une journée type "détox" peut tout à fait être pratiquée sans danger lorsque le corps le réclame, à la suite d'un repas très copieux par exemple. La seule chose importante est de rester à l'écoute de son corps en toutes circonstances.



Selection du jour

TF1

20h10

Le mystère de la chambre jaune

Avec Claire Romain, Pierre-Yves Bon, Benjamin Baroche, Barbara Schulz, Patrick Descamps, Sophie Duez, Terence Telle, David Baïot, Chine Thybaud, Medi Sadoun, Michèle Bernier, Pascale d'Inca, Julien Bodet, Iris Caubel, Diane Robert

Jo, jeune journaliste, apprend avec stupeur qu'une tentative de meurtre a eu lieu dans son village natal, niché dans les gorges du Verdon. Elle est dévastée d'apprendre que la victime n'est autre que Mathilde, une proche amie d'enfance, plongée est dans le coma depuis son agression. Les circonstances du drame l'interpellent : alertés par les cris, certains villageois ont pénétré dans la chambre et ont découvert que la victime était seule. La porte blindée était pourtant fermée et il n'existe aucune autre issue... Où l'agresseur a-t-il bien pu passer ?


5

20h05

Dans les pas du mammoth géant

Réalisateur : Saléha Gherdane

C'est l'un des plus grands squelettes de mammoth au monde. Le mammoth de Durfort est la star de la galerie de paléontologie depuis qu'il est entré dans les collections du Museum d'Histoire naturelle en 1898. Aujourd'hui, ce spécimen d'une valeur inestimable a besoin de soins urgents. Le squelette monumental va donc être entièrement démonté pour être restauré. Pendant plus d'un an, une équipe de tournage a suivi pas à pas ce chantier hors norme, riche en rebondissements.


6

20h10

Recherche appartement ou maison

Présenté par : Thibault Chanel, Sandra Viricel, Etienne Claude, Camille Duquennoy

Trouver le bien de ses rêves relève parfois du parcours du combattant ! Thibault Chanel, Sandra Viricel et Étienne Claude accompagnent des acheteurs confrontés à des marchés tendus, des budgets serrés et des critères exigeants. À Paris, Marie-Jo cherche un appartement atypique dans le 2e arrondissement. Dans l'Hérault, une famille de trois générations rêve de vivre réunie tout en préservant l'indépendance de chacun. À Annecy, Stefan et Olivia, futurs parents, disposent de moins d'un mois pour trouver leur premier appartement près du lac.


2

20h10

Envoyé spécial



Présenté par : Elise Lucet

Au sommaire : «Pompiers volontaires, l'engagement à l'épreuve». Ils ont combattu des incendies hors norme tout l'été. Ils ont aussi répondu à des milliers d'appels au secours et sont intervenus sur des centaines d'accidents de la route. Chaque année, les pompiers volontaires réalisent 80% des interventions, mais désormais, les casernes craquent en silence partout en France - «3 mois pour sauver mon école». C'est le couperet que redoutent toutes les communes rurales : leur école sera-t-elle toujours sur la carte scolaire cette rentrée ? Dans un contexte de baisse de la natalité, l'État prévoit la suppression de 4000 postes d'enseignants, dix fois plus que l'an dernier.

3

20h10

Lame de fond

Avec Pauline Bression, Antoine Hamel, Eléonore Bernheim, Stéphane Freiss, William Nadylam, Franz Lang, Florence Muller, Akim Omiri, Guillaume Dolmans, Anna Serre, Anne-Hélène Orvelin

La station balnéaire de Dinard déroule son tapis rouge pour son festival du cinéma britannique quand on découvre le corps d'un jeune réalisateur anglais flottant entre deux eaux. L'homme ne s'est pas noyé, il a été tué. Des années plus tôt, il avait déjà été victime d'un naufrage tragique dans lequel sa soeur, adolescente, avait perdu la vie. Ces deux drames sont-ils liés ? La capitaine Élise Vignon, qui était présente dans le bateau au moment du drame, est chargée de l'enquête.


W9

20h25

Y'a que la vérité qui compte

Présenté par : Pascal Bataille, Laurent Fontaine

À mi-chemin entre confession intime et spectacle populaire, l'émission repose sur un dispositif simple, presque théâtral : un rideau, deux chaises et une vérité à révéler. Aux commandes, le duo complice formé par Pascal Bataille et Laurent Fontaine incarne l'âme du programme. Tour à tour médiateurs, confidents et parfois arbitres, les deux présentateurs accompagnent les invités avec une bienveillance teintée d'une curiosité assumée. Au programme : histoires vraies, aveux, secondes chances. En donnant à voir des retrouvailles longtemps différées et des déclarations restées en suspens, l'émission touche à l'intime et la tension monte à mesure que les mots sont prononcés.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Édité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

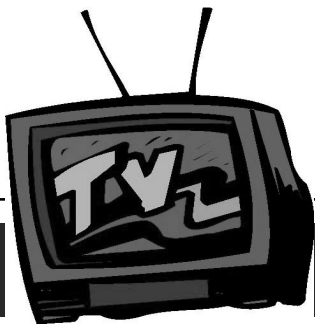
Site internet :
www.lemaghreb.dz
e-mail:
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siège social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité »

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -
Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

*Les manuscrits,
photographies ou tout
autre document et
illustrations adressés ou
remis à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
peuvent faire l'objet
d'aucune réclamation.*



Selection du vendredi

TF1

20h10

Qui sera le plus nul ?

Présenté par : Camille Combal

Le conseil de classe a rendu son verdict : c'est la rentrée pour «Qui sera le plus nul ?» Le seul jeu que personne ne veut gagner... Après une première saison remplie de succès, d'élèves à côté de la plaque, de questions sans réponse ou de réponses sans question, le concept reste le même : il faut quitter au plus vite la compétition ! Pour cette rentrée, 12 nouveaux élèves se prêteront au jeu et tenteront de ne surtout pas succéder à Nabilla Benattia, qui avait remporté le titre dont personne ne voulait... Les élèves de la nouvelle promo seront tous en danger et croiseront le chemin de professeurs spécialisés tels que Michel Cymes, Marlène Schaff, Élie Semoun ou encore Francis Huster.



5

20h05

The Queen

Avec Helen Mirren, Michael Sheen, James Cromwell, Alex Jennings, Mark Bazeley, Helen McCrory, Roger Allam, Sylvia Syms, Tim McMullan, Robin Soans, Lola Peploe, Douglas Reith, Jake Taylor Shantos, Dash Barber
2 mai 1997. Au lendemain de sa victoire électorale, le leader travailliste Tony Blair se prépare avec fébrilité au tête-à-tête avec la reine qui doit le consacrer Premier ministre. Quatre mois plus tard, dans la nuit du 30 au 31 août, la famille royale apprend que Lady Diana Spencer vient de se tuer avec Dodi al-Fayed dans un accident de voiture à Paris. Élisabeth refuse à son fils Charles des funérailles nationales pour son ex-épouse. Stupéfiée par les manifestations de désespoir collectif qui accueillent la nouvelle dans son royaume et au-delà, elle est résolue à tenir bon.



Cauchemar en cuisine

6 20h00

Présenté par : Philippe Etchebest

Philippe Etchebest intervient à Saint-Bonnet-en-Champsaur, au coeur des Hautes-Alpes. C'est ici que Béatrice et Stéphane ont ouvert leur restaurant il y a presque trois ans. Dès son arrivée, le chef est frappé par l'état des lieux : désordre dès l'entrée, salle sombre et sans âme... Et, en cuisine, la situation se dégrade avec une hygiène plus que douteuse : hotte



encrassée, paniers de friteuse noirs et frigo envahi par la glace. Pour Philippe Etchebest, c'est un véritable choc ! Mais derrière ces problèmes se cache aussi l'histoire d'un couple dont l'attitude intrigue rapidement le chef. Et si cette complicité affichée n'était en réalité qu'une façade ?

france
2

20h10

À l'instinct



Avec Christopher Bayemi, Juliette Plumecocq-Mech, Raphaël Lenglet, Cyrielle Debreuil, Philippe Duquesne, Oscar Copp, Joyce Bibring, Franck Adrien, Sylvie Flepp

Le corps d'un père de famille est retrouvé enterré au pied d'un vieux chêne, en pleine forêt. Assommé, puis inhumé vivant. Pour comprendre le mystère autour de ce meurtre, Téva et Oriane remontent le fil de sa dernière matinée et peu à peu, les secrets d'une famille bourgeoise respectable en apparence remontent à la surface. Jusqu'à ce que le plus lourd d'entre eux se révèle : à un mètre sous le premier cadavre, on exhume les ossements d'un adolescent disparu depuis quinze ans. Un enfant accueilli par la famille qu'on pensait avoir fugué.

france
3

20h10

La carte aux trésors

Présenté par : Stéphane Bern

Stéphane Bern donne rendez-vous aux téléspectateurs pour une édition exceptionnelle de «La carte aux trésors» et invite le public à découvrir le Val de Cher et la Sologne, un territoire où la douceur des paysages, les chefs-d'oeuvre de la Renaissance et les grands espaces naturels composent un décor unique. Le terrain de jeu s'étire le long du Cher, de Bléré, à l'ouest, jusqu'à Lamotte-Beuvron, à l'est, en passant par Montrichard, Saint-Aignan, Cheverny et Selles-sur-Cher. Entre rivières, forêts, villages de caractère et châteaux d'exception, cette terre d'histoire et de lumière révèle un patrimoine aussi prestigieux que méconnu.



W9

20h025

Enquête d'action



Présenté par : Marie-Ange Casalta

À l'heure où les enfants sortent de l'école, une voiture en apparence banale traverse Aulnay-sous-Bois à pleine vitesse. Édouard, policier de la brigade anticriminalité, est à ses trousses. Le conducteur prend tous les risques jusqu'à disparaître au loin. Mais Édouard ne renonce pas et finit par remonter la piste du fuyard... «Enquête d'action» prend la route avec les policiers et les gendarmes de la région parisienne. Incendiaires présumés témoins de leurs méfaits, couteau dégainé sur le quai d'une gare, individu recherché en panne sur l'autoroute : les délinquants sont parfois là où personne ne les attend.

UNICEF

Plus de 162 millions d'enfants exposés aux risques en Afrique de l'Est et australe

Plus de 162 millions d'enfants, soit plus des deux tiers des enfants vivant en Afrique de l'Est et australe, sont exposés aux effets du renforcement attendu du phénomène climatique El Niño en 2026/2027, a alerté mardi soir l'UNICEF, appelant à une mobilisation urgente des financements pour prévenir une aggravation de la crise humanitaire. Selon l'agence onusienne, l'intensification de la sécheresse, les vagues de chaleur extrêmes et les inondations menacent directement la nutrition, la santé, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'éducation ainsi que la protection des enfants dans plusieurs pays de la région. « La menace d'El Niño s'accroît et les risques pour les enfants sont déjà manifestes », a déclaré Etleva Kadilli, directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. « Dans toute la région, les enfants sont confrontés à l'insécurité alimentaire et hydrique, à des services de santé saturés et à des perturbations de leur apprentissage », a-t-elle ajouté, avertissant que de nouveaux chocs climatiques pourraient mettre davantage à rude épreuve les enfants et les systèmes dont ils dépendent.

Les évaluations de l'UNICEF font état de risques urgents et interdépendants à Djibouti, en Érythrée, en Éthiopie, au Kenya, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, en Somalie, au Soudan du Sud, au Soudan, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe. En Somalie, jusqu'à 2,5 millions de personnes pourraient être directement touchées par les inondations dans le scénario le plus pessimiste, entraînant des déplacements de populations et compromettant l'accès des enfants à l'alimentation, aux soins de santé, à l'eau potable et à l'éducation. En Éthiopie, des



dizaines de milliers d'enfants pourraient être affectés, notamment dans des zones déjà confrontées à une grave insécurité alimentaire et à une forte vulnérabilité. Au Soudan du Sud, la sécheresse, les températures élevées et les inondations localisées pourraient aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition, favoriser la propagation de maladies et entraîner des déplacements massifs de populations. Face à ces risques, l'UNICEF souligne toutefois qu'une réponse préventive reste possible. Les prévisions météorologiques offrent, selon l'organisation, « une fenêtre d'opportunité étroite mais cruciale » pour agir avant que les conséquences les plus graves du

phénomène ne se manifestent. L'organisation déplore cependant que moins de 1 % de l'aide humanitaire internationale soit actuellement consacrée à des actions préventives, alors que celles-ci peuvent contribuer à sauver des vies, réduire les besoins humanitaires et préserver les acquis du développement. L'UNICEF appelle ainsi à renforcer les services de nutrition par le prépositionnement de fournitures essentielles et l'extension du dépistage et du traitement précoces de la malnutrition. Il préconise également de renforcer les systèmes de santé et les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH), notamment à travers la surveillance des maladies, les campagnes de vac-

ination et la garantie d'un accès continu à l'eau potable. La continuité de l'éducation figure également parmi les priorités, avec le renforcement des infrastructures scolaires et la préparation d'espaces d'apprentissage alternatifs et sûrs en cas de perturbation des cours. L'UNICEF recommande par ailleurs de renforcer la protection des enfants contre la violence et l'exploitation, notamment par le soutien psychosocial, la recherche et le regroupement familial ainsi que la prévention des violences basées sur le genre. L'organisation appelle enfin à développer des systèmes de protection sociale capables de répondre rapidement aux chocs, en reliant les mécanismes d'alerte précoce à une aide financière anticipée. Pour mettre en œuvre ces mesures, l'UNICEF affirme avoir besoin de 173 millions de dollars dans le cadre de son programme d'action humanitaire pour les enfants (HAC) 2026, afin de fournir une assistance préventive et vitale aux enfants et aux familles dans les 13 pays prioritaires. « Un financement rapide et flexible est essentiel dès maintenant, avant que les effets d'El Niño ne s'intensifient », insiste l'organisation. L'UNICEF estime que l'action anticipée permet également de réduire considérablement les coûts liés aux catastrophes. Selon ses données, chaque dollar investi dans la réduction des risques de catastrophe peut permettre d'économiser jusqu'à 15 dollars sur les coûts futurs de rétablissement. « Nous savons ce qui nous attend, quels enfants sont les plus vulnérables et comment les protéger », a déclaré Kadilli. « Le choix est le suivant : soit le monde réagit maintenant, soit il attend que la crise s'aggrave et que les enfants en paient le prix fort. »

R. I.

Post scriptum

Par : B. Khemis

L'Algérie a achevé sa présidence tournante du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine au terme d'un mois d'intense activité diplomatique qui aura placé la diplomatie algérienne au cœur des efforts continentaux pour renforcer la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique. Cette présidence s'est distinguée par une volonté claire de faire du CPS non pas un simple organe de réaction aux crises, mais un instrument de prévention, d'anticipation et de coordination, en prise directe avec les réalités du terrain. De bout en bout, Alger a cherché à traduire sa vision politique en actions concrètes, en associant réunions de haut niveau à Addis-Abeba, consultations interinstitutionnelles et déplacement sur le terrain, notamment au Soudan, pour écouter directement les acteurs concernés. Dès le début de son mandat, l'Algérie a posé les jalons d'une approche qu'elle défend depuis longtemps au sein de l'UA : le renforcement du leadership africain et la consécration du principe de solutions africaines aux problèmes africains. Pour Alger, la paix durable ne peut pas se construire uniquement en gérant les urgences une fois qu'elles ont éclaté. Elle se construit aussi en amont, en traitant les causes profondes des conflits et en donnant aux institutions continentales les moyens de prévenir leur résurgence. C'est cette philosophie qui a guidé l'ensemble des travaux du Conseil durant ce mois. Sur le plan institutionnel, l'un des marqueurs forts de cette présidence a été la volonté de rendre le CPS plus efficace dans le suivi de ses propres décisions. Le Conseil a entamé l'institutionnalisation d'une matrice des décisions adoptées par l'UA, désormais intégrée aux documents de travail de ses réunions périodiques. L'objectif est simple : s'assurer que les engagements pris à Addis-Abeba ne restent pas lettre morte et qu'ils fassent l'objet d'un suivi et d'une évaluation réguliers. Cette démarche vise à renforcer la crédibilité du CPS et à transformer les déclarations politiques en mesures applicables sur le terrain.

Des solutions africaines aux problèmes africains

La question des crises en cours a naturellement occupé une place centrale. Fidèle à sa conviction, l'Algérie a œuvré pour que le CPS accompagne de manière plus active les pays confrontés à des conflits ou à des transitions politiques. Le Sahel, le Soudan et le Soudan du Sud ont constitué des priorités. Sur le Soudan en particulier, la présidence algérienne a organisé une mission de terrain du CPS. Cette mission a permis aux membres du Conseil de se rendre compte directement de l'évolution de la situation politique, sécuritaire et humanitaire, et surtout d'écouter les autorités soudanaises, les partis politiques et les représentants de la société civile. Au-delà du symbole, cette présence sur le terrain visait à soutenir le processus politique en cours et à favoriser l'émergence d'une approche africaine plus coordonnée et plus efficace en faveur de la paix et de la réconciliation. C'est dans le même esprit que l'Algérie a continué de soutenir la relance de la feuille de route continentale pour faire taire les armes, rappelant que l'ambition de l'Agenda 2063 ne pourra se réaliser sans un continent en paix. Mais la présidence algérienne a surtout mis l'accent sur la prévention. Partant du constat que l'instabilité est souvent nourrie par la pauvreté, le chômage, l'extrémisme violent, le terrorisme et la criminalité organisée, Alger a insisté pour que le CPS établisse un lien plus clair entre sécurité et développement. Prévenir un conflit, c'est aussi investir dans la jeunesse, dans l'éducation, dans la gouvernance et dans la lutte contre les inégalités. Pour opérationnaliser cette approche, l'Algérie a poussé à l'adoption et à l'activation d'outils continents d'alerte précoce et de réponse rapide. Il s'agit notamment de l'outil continental d'évaluation des risques et de cartographie des menaces, du modèle de l'UA pour l'activation de la réponse, et du système d'alerte précoce en matière de gouvernance relevant du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. Pour que ces outils ne restent pas théoriques, une feuille de route a été proposée. Elle prévoit la création d'un mécanisme institu-

tionnel de coordination, l'élaboration de protocoles d'échange d'informations et le développement d'une plateforme numérique avec un tableau de bord interactif. L'idée est de donner au CPS une capacité de lecture en temps réel des risques et une capacité d'intervention plus rapide.

Parallèlement, l'Algérie a travaillé à renforcer la voix de l'Afrique sur la scène internationale, en particulier au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. Avec les autres membres du groupe africain A3, Alger a œuvré à l'unification des positions africaines sur les questions de paix et de sécurité. Des mécanismes concrets ont été mis en place : une matrice des positions africaines communes, un plan d'action annuel, et un renforcement de la coordination entre le CPS à Addis-Abeba et le Groupe africain à New York et Genève. L'objectif est de faire en sorte que les priorités du continent soient mieux prises en compte dans les décisions internationales. Dans la même logique, des modalités de suivi ont été convenues pour la mise en œuvre des recommandations issues du Processus d'Oran, ce séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique dont la prochaine édition se tiendra les 1er et 2 décembre prochains à Alger.

Un autre volet important de cette présidence a été le travail de concertation entre les différents organes de l'UA. Consciente que l'efficacité de l'action africaine dépend de la capacité des institutions à travailler ensemble, l'Algérie a multiplié les réunions consultatives. Le CPS a ainsi dialogué avec le sous-comité du COREP sur les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance, avec l'Architecture africaine de gouvernance, avec l'Architecture africaine de paix et de sécurité, avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, et pour la deuxième fois avec le Parlement panafricain. Ces échanges ont produit des résultats tangibles. Des points focaux ont été désignés, un mécanisme d'alerte précoce dans le domaine des droits de l'homme a été mis au point,

l'échange d'informations a été renforcé et la coordination des initiatives et des missions a été améliorée. La question du financement durable des mécanismes africains des droits de l'homme a également été abordée. Le mécanisme de diplomatie parlementaire entre le CPS et le Parlement panafricain a été institutionnalisé, et l'approche unique de l'UA a été adoptée pour mieux articuler paix, sécurité, gouvernance, démocratie et droits de l'homme. Il s'agit d'éviter les doublons, de clarifier les responsabilités et de tirer le meilleur parti de chaque institution.

Au final, cette présidence aura donc été marquée par un double mouvement. D'un côté, une gestion active des dossiers de crise, avec une attention particulière portée au terrain et à l'écoute des acteurs locaux. De l'autre, un travail de fond pour renforcer l'architecture institutionnelle africaine de paix et de sécurité, pour doter le continent d'outils de prévention plus performants et pour consolider une position africaine unifiée sur la scène mondiale.

Les résultats obtenus servent désormais de base pour la suite. Plusieurs échéances sont déjà inscrites à l'agenda : la 21e session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA tenue à Luanda, la réunion consultative annuelle entre le CPS et le Conseil de sécurité de l'ONU prévue en octobre, la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route sur l'alerte précoce, et la préparation de la 13e édition du Processus d'Oran à Alger.

En bouclant ce mois de présidence, l'Algérie a confirmé le rôle actif qu'elle entend jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité sur le continent. Elle a montré une diplomatie proactive, fondée sur la médiation, le dialogue et la coordination. Une diplomatie qui part du principe que l'Afrique a les ressources, les institutions et la volonté de relever ses défis par elle-même, pour bâtir une Afrique plus sûre, plus stable et plus à même de répondre aux aspirations de ses peuples en matière de paix, de développement et de prospérité.

B. KH.